

50 (من ليل)

JANVIER 1974

N° 238

Rédacteur en chef :

Claude Julien

Prix : 3,50 F

Algérie : 3,50 DA
Canada : 12 \$ can.
France : 3,50 F
Italie : 300 lire
Mars : 3,50 DA
Mars : 12 \$ can.
Mars : 3,50 F
Mars : 300 lire

Abonnements : voir tarif page 18.

Publication mensuelle
(vingt et unième année)

éditée par

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

5, rue des Italiens, Paris-IX

Directeur : Jacques Fauvet

Dans ce numéro

LA GRANDE BATAILLE
POUR LE VIETNAM DU SUD

Richard A. Falk, Philippe Pons
et Roland-Pierre Parigot

(Pages 2 à 4)

DEUX TIGES CHAUDS
SUR LA MER ROUGE

Yves Leloux et Marc Pellet

(Pages 8 à 10)

Le Monde diplomatique
présente à ses lecteurs
ses meilleurs vœux pour 1974

Éloge de la force

Par CLAUDE JULIEN

En moins d'une semaine, deux actes de violence ont suscité des réactions tellement différentes qu'elles peuvent servir de contre-exemple. La condamnation unanime du commando palestinien qui, de Rome à Athènes puis à Koweït, fit une trentaine de morts, sur trouver des accents émotionnellement étonnants, ou, au contraire, des commentaires politiques conciliants et l'attentat qui coûta la vie à l'Amiral Corvée Blanche.

Ce contraste suffit, à lui seul, à montrer la fragilité des principes dont se réclame tout jugement sur la violence. Et les distinctions idéologiques dans le débat ne le rendent pas plus clair : car à déplorer la violence « aveugle » du commando palestinien qui fit des victimes « innocentes », on est bien près d'approuver l'attentat de Modigliani, si peu « innocent » est le chef d'un gouvernement « subordonné » aux corps de comploteurs qui, la précision de leur technique l'a prouvé, s'étaient « aveuglés » ni par le butin ni par la passion politique.

MAIS, de plus en plus, la condamnation ne porte pas uniquement sur la violence physique dirigée contre des individus. Elle s'étend aussi à ces formes de violence qui, pour être plus sanglantes, s'en passent pas moins une dévotion effrénée. C'est ainsi que, dans le récent article de l'International Herald Tribune (20 décembre 1973), James Reston reproche aux pays arabes de « compter sur la puissance, sur la violence et même sur le chantage » pour influencer les autres nations et servir leur politique.

Cette attitude — mais en quel sens elle est nouvelle sur la Terre ? — lui paraît d'autant plus critiquable qu'il décide, dans les événements méditerranéens depuis plusieurs mois, une ligne essentielle. Au Vietnam comme au Proche-Orient, l'U.R.S.S. et les États-Unis ont, de fait, prouvé que les nations fortes possèdent une puissance supérieure à celle qu'elles ont utilisée. Il est vrai que l'histoire américaine avait la capacité physique d'effrayer l'ensemble de la planète indochinoise le pays hôte qu'elle a fait un orbite du 17^e parallèle. Il est vrai que Moscou et Washington se sont abstenus d'offrir des matériels encore plus destructeurs à leurs partenaires du Proche-Orient et qu'ils se sont abstenus pour limiter les dégâts.

Mais si les Super-Grands n'utilisent pas toute leur puissance, c'est parce que — malgré son caractère plus vicieux — leur capacité d'« aveuglement » leur permet d'obtenir la plénitude. Les pays arabes ont, eux aussi, compris la leçon. Comme Washington et Moscou, ils s'emparent une certaine mesure : « veulent-ils pas la possibilité physique d'arrêter complètement leurs livraisons de pétrole ? »

DEVENU la cible d'une violence qu'il n'a même bien souvent utilisée sous trop d'intensité sur ses droits, l'Occident est maintenant tenté de croire que, soudain, parce qu'il est délogé contre lui, la force fait irruption dans le monde moderne. C'est ainsi que, pour Jean Forrést (le Figaro, 20 décembre 1973), le mois d'octobre 1973 marque un tournant historique : « Ce qui restait du droit des gens s'effondre. Il ne reste que la force ».

Forcé à lui-même à ne se voir que par la force, il faudrait croire, comme il l'écrit justement, que jusqu'ici la mode d'être « dominé par des nations se résistent, ou même le dialogue, la force fait irruption dans le monde moderne. C'est ainsi que, pour Jean Forrést (le Figaro, 20 décembre 1973), le mois d'octobre 1973 marque un tournant historique : « Ce qui restait du droit des gens s'effondre. Il ne reste que la force ».

La réalité est tout autre : par ses abus de puissance, l'Occident a violé les valeurs qu'il se dit « au service de ». Ce n'est pas le principe de la violence. Ainsi s'est-il lui-même, pour servir des intérêts égoïstes, fait par ses actes l'éloge d'une violence dont il ne peut s'abstenir qu'elle se retourne contre lui.

UNE ARMÉE D'OCCUPATION AU SERVICE DE L'ÉTRANGER

L'absolue logique du coup d'État en Grèce

Par MICHEL CADATZIS

DEVENU en sept ans le maître absolu de la Grèce, M. Papadopoulos a été évincé avec une facilité et une rapidité déconcertantes, et en l'espace de quelques heures il avait mérité l'admiration et le respect de sa personne. Certains des plus importants collaborateurs de ce compositeur, qui croyait contrôler son appareil d'État, font aujourd'hui partie de la nouvelle équipe militaire au pouvoir. M. Papadopoulos semble par ailleurs tout d'un coup enviable pour bien des destins déçus : la rente en liberté après une brève détention à Rome.

Thème que l'ancien chef d'État semblait développer un projet politique cohérent, les généraux qui l'ont renversé n'ont pas hésité à lui offrir, en outre, une rente en liberté après une brève détention à Rome. Thème que l'ancien chef d'État semblait développer un projet politique cohérent, les généraux qui l'ont renversé n'ont pas hésité à lui offrir, en outre, une rente en liberté après une brève détention à Rome.

Page 27 :

LES NATIONS UNIES

entre le droit des peuples
et le refus de la force

Par MICHEL VIRALLY

Index des articles publiés en 1973 :
pages 22 et 23

L'EUROPE ET LE TIERS-MONDE

La course aux matières premières

L'augmentation des prix du pétrole ne va-t-elle pas nuire aux pays sous-développés ? L'argument a été souvent utilisé, surtout depuis que, à la veille de Noël, les États de l'Océan Indien ont décidé de doubler encore leurs prix. Les pays arabes ont bien vu le problème, et c'est pourquoi ils ont décidé de créer une banque pour l'aide à l'Arabie.

Il reste que, riches ou pauvres, tous les pays importateurs seront pénalisés. Mais la situation n'est pas aussi simple qu'elle paraît. Elle est en fait le résultat de la course aux matières premières.

La situation n'est pas aussi simple qu'elle paraît. Elle est en fait le résultat de la course aux matières premières.

La situation n'est pas aussi simple qu'elle paraît. Elle est en fait le résultat de la course aux matières premières.

La situation n'est pas aussi simple qu'elle paraît. Elle est en fait le résultat de la course aux matières premières.

La situation n'est pas aussi simple qu'elle paraît. Elle est en fait le résultat de la course aux matières premières.

La situation n'est pas aussi simple qu'elle paraît. Elle est en fait le résultat de la course aux matières premières.

La situation n'est pas aussi simple qu'elle paraît. Elle est en fait le résultat de la course aux matières premières.

La situation n'est pas aussi simple qu'elle paraît. Elle est en fait le résultat de la course aux matières premières.

La situation n'est pas aussi simple qu'elle paraît. Elle est en fait le résultat de la course aux matières premières.

La situation n'est pas aussi simple qu'elle paraît. Elle est en fait le résultat de la course aux matières premières.

La situation n'est pas aussi simple qu'elle paraît. Elle est en fait le résultat de la course aux matières premières.

La situation n'est pas aussi simple qu'elle paraît. Elle est en fait le résultat de la course aux matières premières.

La situation n'est pas aussi simple qu'elle paraît. Elle est en fait le résultat de la course aux matières premières.

La situation n'est pas aussi simple qu'elle paraît. Elle est en fait le résultat de la course aux matières premières.

La situation n'est pas aussi simple qu'elle paraît. Elle est en fait le résultat de la course aux matières premières.

La situation n'est pas aussi simple qu'elle paraît. Elle est en fait le résultat de la course aux matières premières.

La situation n'est pas aussi simple qu'elle paraît. Elle est en fait le résultat de la course aux matières premières.

La situation n'est pas aussi simple qu'elle paraît. Elle est en fait le résultat de la course aux matières premières.

La situation n'est pas aussi simple qu'elle paraît. Elle est en fait le résultat de la course aux matières premières.

La situation n'est pas aussi simple qu'elle paraît. Elle est en fait le résultat de la course aux matières premières.

La situation n'est pas aussi simple qu'elle paraît. Elle est en fait le résultat de la course aux matières premières.

La situation n'est pas aussi simple qu'elle paraît. Elle est en fait le résultat de la course aux matières premières.

La situation n'est pas aussi simple qu'elle paraît. Elle est en fait le résultat de la course aux matières premières.

La situation n'est pas aussi simple qu'elle paraît. Elle est en fait le résultat de la course aux matières premières.

La situation n'est pas aussi simple qu'elle paraît. Elle est en fait le résultat de la course aux matières premières.

La situation n'est pas aussi simple qu'elle paraît. Elle est en fait le résultat de la course aux matières premières.

La situation n'est pas aussi simple qu'elle paraît. Elle est en fait le résultat de la course aux matières premières.

La situation n'est pas aussi simple qu'elle paraît. Elle est en fait le résultat de la course aux matières premières.

La situation n'est pas aussi simple qu'elle paraît. Elle est en fait le résultat de la course aux matières premières.

La situation n'est pas aussi simple qu'elle paraît. Elle est en fait le résultat de la course aux matières premières.

La situation n'est pas aussi simple qu'elle paraît. Elle est en fait le résultat de la course aux matières premières.

La situation n'est pas aussi simple qu'elle paraît. Elle est en fait le résultat de la course aux matières premières.

La situation n'est pas aussi simple qu'elle paraît. Elle est en fait le résultat de la course aux matières premières.

La situation n'est pas aussi simple qu'elle paraît. Elle est en fait le résultat de la course aux matières premières.

La situation n'est pas aussi simple qu'elle paraît. Elle est en fait le résultat de la course aux matières premières.

La situation n'est pas aussi simple qu'elle paraît. Elle est en fait le résultat de la course aux matières premières.

La situation n'est pas aussi simple qu'elle paraît. Elle est en fait le résultat de la course aux matières premières.

La situation n'est pas aussi simple qu'elle paraît. Elle est en fait le résultat de la course aux matières premières.

La situation n'est pas aussi simple qu'elle paraît. Elle est en fait le résultat de la course aux matières premières.

La situation n'est pas aussi simple qu'elle paraît. Elle est en fait le résultat de la course aux matières premières.

La situation n'est pas aussi simple qu'elle paraît. Elle est en fait le résultat de la course aux matières premières.

La situation n'est pas aussi simple qu'elle paraît. Elle est en fait le résultat de la course aux matières premières.

La situation n'est pas aussi simple qu'elle paraît. Elle est en fait le résultat de la course aux matières premières.

La situation n'est pas aussi simple qu'elle paraît. Elle est en fait le résultat de la course aux matières premières.

La situation n'est pas aussi simple qu'elle paraît. Elle est en fait le résultat de la course aux matières premières.

La situation n'est pas aussi simple qu'elle paraît. Elle est en fait le résultat de la course aux matières premières.

La situation n'est pas aussi simple qu'elle paraît. Elle est en fait le résultat de la course aux matières premières.

La situation n'est pas aussi simple qu'elle paraît. Elle est en fait le résultat de la course aux matières premières.

La situation n'est pas aussi simple qu'elle paraît. Elle est en fait le résultat de la course aux matières premières.

La situation n'est pas aussi simple qu'elle paraît. Elle est en fait le résultat de la course aux matières premières.

La situation n'est pas aussi simple qu'elle paraît. Elle est en fait le résultat de la course aux matières premières.

La situation n'est pas aussi simple qu'elle paraît. Elle est en fait le résultat de la course aux matières premières.

La situation n'est pas aussi simple qu'elle paraît. Elle est en fait le résultat de la course aux matières premières.

La situation n'est pas aussi simple qu'elle paraît. Elle est en fait le résultat de la course aux matières premières.

La situation n'est pas aussi simple qu'elle paraît. Elle est en fait le résultat de la course aux matières premières.

La situation n'est pas aussi simple qu'elle paraît. Elle est en fait le résultat de la course aux matières premières.

La situation n'est pas aussi simple qu'elle paraît. Elle est en fait le résultat de la course aux matières premières.

La situation n'est pas aussi simple qu'elle paraît. Elle est en fait le résultat de la course aux matières premières.

La situation n'est pas aussi simple qu'elle paraît. Elle est en fait le résultat de la course aux matières premières.

La situation n'est pas aussi simple qu'elle paraît. Elle est en fait le résultat de la course aux matières premières.

La situation n'est pas aussi simple qu'elle paraît. Elle est en fait le résultat de la course aux matières premières.

La situation n'est pas aussi simple qu'elle paraît. Elle est en fait le résultat de la course aux matières premières.

La situation n'est pas aussi simple qu'elle paraît. Elle est en fait le résultat de la course aux matières premières.

La situation n'est pas aussi simple qu'elle paraît. Elle est en fait le résultat de la course aux matières premières.

étaient en grande partie fondées sur la modicité des prix des matières premières. Mais cette relation n'est pas si simple qu'elle paraît. Elle est en fait le résultat de la course aux matières premières.

La situation n'est pas aussi simple qu'elle paraît. Elle est en fait le résultat de la course aux matières premières.

La situation n'est pas aussi simple qu'elle paraît. Elle est en fait le résultat de la course aux matières premières.

La situation n'est pas aussi simple qu'elle paraît. Elle est en fait le résultat de la course aux matières premières.

La situation n'est pas aussi simple qu'elle paraît. Elle est en fait le résultat de la course aux matières premières.

La situation n'est pas aussi simple qu'elle paraît. Elle est en fait le résultat de la course aux matières premières.

La situation n'est pas aussi simple qu'elle paraît. Elle est en fait le résultat de la course aux matières premières.

La situation n'est pas aussi simple qu'elle paraît. Elle est en fait le résultat de la course aux matières premières.

La situation n'est pas aussi simple qu'elle paraît. Elle est en fait le résultat de la course aux matières premières.

La situation n'est pas aussi simple qu'elle paraît. Elle est en fait le résultat de la course aux matières premières.

La situation n'est pas aussi simple qu'elle paraît. Elle est en fait le résultat de la course aux matières premières.

La situation n'est pas aussi simple qu'elle paraît. Elle est en fait le résultat de la course aux matières premières.

La situation n'est pas aussi simple qu'elle paraît. Elle est en fait le résultat de la course aux matières premières.

La situation n'est pas aussi simple qu'elle paraît. Elle est en fait le résultat de la course aux matières premières.

La situation n'est pas aussi simple qu'elle paraît. Elle est en fait le résultat de la course aux matières premières.

La situation n'est pas aussi simple qu'elle paraît. Elle est en fait le résultat de la course aux matières premières.

La situation n'est pas aussi simple qu'elle paraît. Elle est en fait le résultat de la course aux matières premières.

La situation n'est pas aussi simple qu'elle paraît. Elle est en fait le résultat de la course aux matières premières.

La situation n'est pas aussi simple qu'elle paraît. Elle est en fait le résultat de la course aux matières premières.

La situation n'est pas aussi simple qu'elle paraît. Elle est en fait le résultat de la course aux matières premières.

La situation n'est pas aussi simple qu'elle paraît. Elle est en fait le résultat de la course aux matières premières.

La situation n'est pas aussi simple qu'elle paraît. Elle est en fait le résultat de la course aux matières premières.

La situation n'est pas aussi simple qu'elle paraît. Elle est en fait le résultat de la course aux matières premières.

La situation n'est pas aussi simple qu'elle paraît. Elle est en fait le résultat de la course aux matières premières.

La situation n'est pas aussi simple qu'elle paraît. Elle est en fait le résultat de la course aux matières premières.

La situation n'est pas aussi simple qu'elle paraît. Elle est en fait le résultat de la course aux matières premières.

La situation n'est pas aussi simple qu'elle paraît. Elle est en fait le résultat de la course aux matières premières.

La situation n'est pas aussi simple qu'elle paraît. Elle est en fait le résultat de la course aux matières premières.

La situation n'est pas aussi simple qu'elle paraît. Elle est en fait le résultat de la course aux matières premières.

La situation n'est pas aussi simple qu'elle paraît. Elle est en fait le résultat de la course aux matières premières.

La situation n'est pas aussi simple qu'elle paraît. Elle est en fait le résultat de la course aux matières premières.

La situation n'est pas aussi simple qu'elle paraît. Elle est en fait le résultat de la course aux matières premières.

La situation n'est pas aussi simple qu'elle paraît. Elle est en fait le résultat de la course aux matières premières.

La situation n'est pas aussi simple qu'elle paraît. Elle est en fait le résultat de la course aux matières premières.

La situation n'est pas aussi simple qu'elle paraît. Elle est en fait le résultat de la course aux matières premières.

La situation n'est pas aussi simple qu'elle paraît. Elle est en fait le résultat de la course aux matières premières.

La situation n'est pas aussi simple qu'elle paraît. Elle est en fait le résultat de la course aux matières premières.

La situation n'est pas aussi simple qu'elle paraît. Elle est en fait le résultat de la course aux matières premières.

La situation n'est pas aussi simple qu'elle paraît. Elle est en fait le résultat de la course aux matières premières.

La situation n'est pas aussi simple qu'elle paraît. Elle est en fait le résultat de la course aux matières premières.

La situation n'est pas aussi simple qu'elle paraît. Elle est en fait le résultat de la course aux matières premières.

La situation n'est pas aussi simple qu'elle paraît. Elle est en fait le résultat de la course aux matières premières.

La situation n'est pas aussi simple qu'elle paraît. Elle est en fait le résultat de la course aux matières premières.

La situation n'est pas aussi simple qu'elle paraît. Elle est en fait le résultat de la course aux matières premières.

La situation n'est pas aussi simple qu'elle paraît. Elle est en fait le résultat de la course aux matières premières.

La situation n'est pas aussi simple qu'elle paraît. Elle est en fait le résultat de la course aux matières premières.

La situation n'est pas aussi simple qu'elle paraît. Elle est en fait le résultat de la course aux matières premières.

La situation n'est pas aussi simple qu'elle paraît. Elle est en fait le résultat de la course aux matières premières.

La situation n'est pas aussi simple qu'elle paraît. Elle est en fait le résultat de la course aux matières premières.

La situation n'est pas aussi simple qu'elle paraît. Elle est en fait le résultat de la course aux matières premières.

La situation n'est pas aussi simple qu'elle paraît. Elle est en fait le résultat de la course aux matières premières.

La situation n'est pas aussi simple qu'elle paraît. Elle est en fait le résultat de la course aux matières premières.

La situation n'est pas aussi simple qu'elle paraît. Elle est en fait le résultat de la course aux matières premières.

La situation n'est pas aussi simple qu'elle paraît. Elle est en fait le résultat de la course aux matières premières.

La situation n'est pas aussi simple qu'elle paraît. Elle est en fait le résultat de la course aux matières premières.

La situation n'est pas aussi simple qu'elle paraît. Elle est en fait le résultat de la course aux matières premières.

La situation n'est pas aussi simple qu'elle paraît. Elle est en fait le résultat de la course aux matières premières.

La situation n'est pas aussi simple qu'elle paraît. Elle est en fait le résultat de la course aux matières premières.

La situation n'est pas aussi simple qu'elle paraît. Elle est en fait le résultat de la course aux matières premières.

La situation n'est pas aussi simple qu'elle paraît. Elle est en fait le résultat de la course aux matières premières.

La situation n'est pas aussi simple qu'elle paraît. Elle est en fait le résultat de la course aux matières premières.

La situation n'est pas aussi simple qu'elle paraît. Elle est en fait le résultat de la course aux matières premières.

La situation n'est pas aussi simple qu'elle paraît. Elle est en fait le résultat de la course aux matières premières.

La situation n'est pas aussi simple qu'elle paraît. Elle est en fait le résultat de la course aux matières premières.

La situation n'est pas aussi simple qu'elle paraît. Elle est en fait le résultat de la course aux matières premières.

VIETNAM DU SIU

lentes ou G.R.P. D'autres gouvernements aussi, qui se sont félicités de cet accord, ou qui s'opposent à la reprise de la guerre à grande échelle au Vietnam du Sud, servent la cause de la paix et de la justice, et produisent l'égalité juridique du G.R.P. et de Saigon en termes concrets de non-discrimination dans l'accès de prêts ou d'aide économique. La même analyse vaut, en termes encore plus nets, pour les institutions financières internationales. Ce serait une inférence caractéristique de l'aider Saigon de façon substantielle sans fournir une assistance équivalente au G.R.P.

Pacific Basin Reports, agence financière américaine, souligne dans son numéro du 1^{er} juillet 1973 que le Vietnam du Sud a déjà accordé des concessions pétrolières offshore à Exxon, Shell et Mobil, et qu'il s'apprête à en distribuer d'autres au plus offrant. Les conditions d'octroi semblent liées à la

corruption locale, à d'importantes prébendes offertes aux généraux de Saïgon et incluses dans les contrats au titre de « bonus à la signature », « ristournes », « primes à la production » si le pétrole venait à jaillir. Le G.R.P. a protesté, faisant valoir que ces concessions sont « entièrement illégales » et en violation de l'accord de Paris. Etant donné le statut, de fait et de droit, de double

Le rôle des puissances garantes

L'ARTICLE VII de l'acte final de la conférence internationale sur les garanties de février dernier prévoit que celle-ci pourra se réunir de nouveau sur demande conjointe des Etats-Unis et du Vietnam du Nord ou de six des gouvernements signataires (Canada, Chine, Etats-Unis, France, G.R.P., Saïgon, Hongrie, Indonésie, Pologne, Vietnam du Nord, Royaume-Uni et U.R.S.S.). Il

souveraineté, il semble correct d'adopter le point de vue selon lequel ni Saigon ni le G.R.P. ne peuvent indépendamment l'un de l'autre avoir la capacité légale de souscrire à des engagements économiques mettant en jeu les ressources naturelles du Vietnam du Sud dans son ensemble. Peut-être une option conjointe des deux gouvernements serait-elle plus valable juridiquement.

semblerait souhaitable à l'heure actuelle d'invoquer la procédure définie par cet article VII pour tenir compte des nouveaux et graves développements de la situation au Vietnam du Sud et prendre quelques mesures qui s'imposent :

— Reconnaître la non-application des clauses politiques de l'accord de Paris et chercher une nouvelle procédure pour parvenir à un accord ou pour dé-

— Déclarer qu'une condition d'égalité juridique existe entre le G.R.P. et Saigon, qui crée une situation de double

- Formuler une série de directives relatives au traitement égal ou non discriminatoire des deux entités gouvernementales au Vietnam du Sud en ce qui concerne l'aide et les prêts octroyés par les gouvernements étrangers ou par des institutions internationales ;
- Formuler un code d'investissements qui requière la participation à la fois de Saigon et du G.R.P. pour que soit valable tout marché passé avec des investisseurs étrangers.

paysan n'a pas le bœuf ou la charrue pour labourer sa rizière : l'ancien propriétaire les lui loue.

Ce problème de l'endettement entraine un retour au village que cherche à promouvoir le gouvernement. Les agriculteurs ne peuvent pas continuer à donner un coup de fouet à l'agriculture, qui manque de main-d'œuvre, sans que cela ne leur coûte leur village, avec des dettes qui les empêchent de retourner. Ce sont les villages et les hameaux qui ont le plus souffert de la crise. Les hameaux de deux mille trois cents villages, deux mille trois cents villages et deux mille cinquante districts, ont été touchés. Les villages ont été touchés, les chefs-lieux de districts, où la population trouvait un refuge. La population a été touchée dans 80 % de la population. Vraiment, ce pourcentage a augmenté. Les villages ont été touchés, c'est d'un fort retour dans les campagnes. En l'absence de statistiques, on peut dire que les villages ont été touchés. Les familles se disloquent et les femmes, influencées par la radio et la télévision, veulent retourner à la terre. On a fait, quelque mois, un sondage auprès des agriculteurs. On leur a demandé de retourner dans leur village ou de rester dans le village. La plupart ne retourneraient dans leur village et subir le

La pression militaire sape les bases de l'économie

Par PHILIPPE PONS

[illegible]

L'indispensable

LE long de l'avenue qui mène à Cholon, dans les rues adjacentes, se succèdent d'énormes immeubles de style occidental, des hôtels modernes aux portes closes : les anciennes résidences des G.I. Pendant que, dans les camps, les réfugiés grouillent, ces bâtiments autrefois réservés aux Américains restent vides : on craint de ne plus pouvoir déloger ceux qu'on y ferait entrer.

[illegible][illegible]

Depuis le début de 1972, l'activité économique a décollé, les revenus ont augmenté, le pays a commencé à se développer considérablement dans les grandes villes, surtout celles du Centre-Vietnam. Cette réussite se traduira tout d'abord par une grande confiance en soi, peu de gens croient plus aux questions économiques. Mais, face à une population qui a cru que la fin de la guerre serait synonyme d'une amélioration des conditions de vie qui leur permettrait de faire pousser un producteur américain de pins en pins réclament pour fournir des fonds, le président Thieu a compris qu'une amélioration de la situation économique était la seule solution.

asphaltées, trois ports en eau profonde, ceux de Saigon et de Cam-Ranh, 1 500 kilomètres d'un chemin de fer rudimentaire mais opérant, cinq aéroports, plus celui de Tan-Son-Nhut à Saigon, capables de recevoir des avions à réaction ; enfin, un réseau complexe de télécommunications, une grande ville et autres urbains. Tout cela séduit et attire les touristes du pays au stade actuel de son développement et pourrait même, selon certains, constituer une lourde charge à entretenir. Par rapport aux standards de l'Asie du Sud-Est, le Vietnam ne semble offrir que des signes de développement. Mais qu'y a-t-il derrière ?

Pendant dix ans, grâce à l'armée américaine, le Vietnam du Sud a vécu au-dessus de ses moyens. Selon les chiffres de l'USAID à Saigon, la présence des G.I. signifiait chaque année l'entrée de quelque 500 millions de dollars (403 millions encore en 1971). Il ne s'agit plus que de 100 millions de dollars en 1973. Sans les combats, l'armée américaine faisait tout sous-traiter. En 1971, elle employait directement cent vingt mille salariés. Aujourd'hui, vingt mille personnes travaillent encore pour les différents services américains.

chard Nixon, en avril dernier, il a fait élaborer en quelques jours un plan de développement à soumettre aux Américains. Il s'agit surtout d'indications macro-économiques. Les modèles de développement sont Taiwan et la Corée du Sud. Les économistes sud-vietnamiens envisagent une augmentation de 80 % du produit national brut sur huit ans, avec une croissance

semble pas a priori irréaliste. Différents éléments sont favorables. La majorité de la population est d'origine rurale et, en temps normal, la base agricole du pays est nettement suffisante. Il ne serait pas difficile, dans ces conditions, de développer rapidement cette agriculture. « Nous visons pour l'instant une politique à court terme, commente M. Kuong Hun Dien, président de la Banque vietnamienne de développement ; le point essentiel est le développement de l'agriculture ; il faut six mois pour une récolte, mais deux ans pour démarrer une indus-

[illegible]

n'a en effet changé qu'en apparence la vie des paysans, et n'a en tout cas pas réglé le problème de l'endettement. Selon un expert des Nations unies, « tous les paysans sont endettés : ils vendent la moisson sur pied, le porc à peine né. L'endettement se fait auprès du commerçant. La créance est annuelle et révisée chaque année en fonction de l'inflation. Si le peut, le paysan contracte, immédiatement après avoir payé sa créance, un nouveau prêt, et ainsi de suite ». Autre processus, l'endettement auprès de l'ancien maître : le plus souvent, la

Les craintes des investisseurs étrangers

[illegible]

Finalement pour le développement de l'économie, la réforme agraire apparaît à beaucoup d'économistes comme une entrave à la destruction de la technocratie et à la mise en œuvre de nouvelles exploitations qui pourraient ouvrir aux innovations. Actuellement, selon les statistiques, Nations unies, les rendements à l'hectare sont dépassés. Pour obtenir des prix compétitifs sur le marché mondial, il faudrait se tourner vers l'agriculture industrielle, les grandes des championnats. La réforme agraire risque de ralentir une telle destruction.

Investisseurs étrangers

Après essai de faire mieux, nous croions le directeur du Centre des études économiques, que les réductions de taxes qui celui du rapatriement des profits, cette loi est un modèle des concessions qu'un pays en développement peut offrir aux investisseurs étrangers. Parallèlement, les Sud-Vietnamiens tentent de développer l'industrie, mais ils ont des difficultés à attirer des investisseurs. Ils en existait actuellement trois.

La dernière date de 1971, elle se trouve sur la route du col des Nuages, à l'extrémité du plateau de Muong Khe, dans le sud-est du Laos. On ne sait pas savoir qu'il s'agit d'une zone industrielle car rien, sinon les pancartes, n'indiquent. Pour l'instant, deux mines sont en exploitation, mais les mines sont surtout occupées par une partie des réfugiés du Quang-Trí. Les responsables ne sont guère optimistes.

La plus ancienne zone industrielle est celle de Bien-Hoa, à 30 kilomètres au nord de Saigon. Entourée de banlieues, entre des terrains vagues, elle fait face à la gigantesque base, aujourd'hui désertée, de Long-Binh. Sur 6 kilomètres de long et presque autant de large, ce fut la plus importante base militaire du pays. Une partie est revenue à l'armée vietnamienne une autre à la Sonadec (Société nationale pour le développement des zones industrielles), qui doit en faire une zone de libre-échange. Pour l'instant, on déblaise.

Dans la zone industrielle de Bien-Hoa, de l'autre côté de la route, cinquante et une usines sont théoriquement en opération et trente-trois en construction. En fait, certaines, complètement installées, n'ont jamais fonctionné. Sans doute ont-elles été surprises par le cessez-le-feu... *« Au départ, comme l'explique M. Nguyen Ngoc Ty, directeur de la Sonadek, Bien-Hoa a bénéficié de la proximité de la base militaire. De fausses industries étaient en fait au service de la base, comme des laveries automatiques, etc. Aujourd'hui, nous nous efforçons d'extirper l'implantation de telles sociétés para-*

En fait, les affaires qui marchent le mieux à Bien-Hoa sont celles qui vivent encore des restes de la présence américaine. Sur 10 mètres de haut et parfois 1 kilomètre de long, gardés par des hommes en armes, se succèdent les empires de ferrailleux chinois. Ils récupèrent tout, la ferraille, les canons, les chaînes de tanks. Ils fouissent aujourd'hui une partie du matériel de l'armée sud-vietnamienne à partir des reliefs de la présence américaine...

Cependant, d'une manière générale, ni les avantages fiscaux, ni les possibilités offertes par les zones industrielles, ni même une main-d'œuvre bon marché et qualifiée ne semblaient décider les industriels étrangers à investir. Au lendemain de l'agression, ils se succédaient à Saigon. Le Vietnam était devenu la grande tentation de l'Occident. Mais tous les industriels sont repartis sur un « oui, mais... ». Peut-être en visitant Bien-Hoa, par exemple, entendaient-ils à quelques kilomètres tonner le canon...

(Lire la suite page 4)

(See the same page 2)

**A VENDRE
NEUILLY
SUR le BOIS**
Appartement de catégorie exception-
nelle. 250 m² de réception.
— 5 chambres,
— 4 salles de bains,
— Services,
— Garage (4 voitures).

Ecrire : REGIE PRESSE, n°-2-S
Tour Maine-Montparnasse
33, avenue de Maine,
75735 PARIS Cedex 13



MAISON DELAVERGÈRE D'UNE RUE SANS VIE
L'hypothèque d'une guerre larvée, et la corruption

de 6,5 % par an. Les niveaux de vie devraient augmenter de 50 %. On espère enfin que le déficit commercial continuera de réduire à 100 millions de dollars par an, et que les dépenses publiques par vingt-sept. Plus surtout indiquant que le pays n'est pas en déficit mais qu'il est maintenant en excédent. C'est la condition pour le développement de l'économie, du moins pour le sura. Selon M. Li, le Quang Yung, gouverneur de la province de Quang Nam, le Vietnam a 10 millions plus une aide à long terme que nous ne pouvons programmer et qui ne soit pas un paiement. Nous avons fait une projection sur dix ans. Il y a un large déficit qui ne peut être comblé que par l'aide internationale. Les estimations que j'ai fait une aide de 600 millions de dollars environ. Le maximum que nous pouvons avoir sera de 500 millions de dollars. En 1980, nous aurons 600 millions de dollars ; nous sommes, elle diminuera. Pour l'instant, l'aide américaine nous permet de surmonter les difficultés. Mais nous ne pouvons pas dire que l'aide américaine aide au Viet. Il n'est pas le développement prioritaire de l'agriculture. Ce à quoi nous nous employons.

Faire passer le démarrage économique du Vietnam du Sud par un surplus de la production agricole ne

responsable récemment en imposant les « zones maîtres ». Tel est le point de départ de la réforme. En mai 1973, à Saïgon, le président Thieu remettait à son ministre de l'Agriculture, le général Do Muoi, le décret de réaffectation des terres des propriétaires : 285 milliards de piastres qui, en trois ans, ont alimenté l'inflation.

« C'est une réussite », affirme, triomphant, un jeune fonctionnaire. Politicien, il n'est pas sûr que la réforme économique, c'est moins sûr d'une part, la réforme n'a pas été appliquée d'une manière égale : dans certaines zones, il y a eu surtout que des couriers agricoles qui ont été envoyés dans les zones d'origine sans aucun droit sur aucune terre. Surtout, la réforme n'a pas tenu suffisamment compte des régions. Trois hectares dans le Nord, par exemple, apportent cinq à six fois ce que donnent 3 hectares dans le Centre-Vietnam. Nombreuses sont les petites fermes qui ne sont pas ren-

La réforme agraire ne pouvait être efficace qu'avec la mise en place d'un système de crédit et de coopératives. Il existe une Banque du crédit agricole, mais, dans la plupart des cas, les paysans n'y comprennent rien et préfèrent aller chez l'usurier. La réforme



(Photo Channel - Sigma)

« l'industrie créée par les Chinois dans les années 60 — et enfin l'industrie proprement vietnamienne, plus récente. Le peu d'industrie dont dispose le pays a été mis en place du fait de l'absence de l'industrie soviétique. Ici, le modèle de développement industriel se ramène à la conception américaine du libéralisme intégral : des investissements de l'Etat, des entreprises d'Etat, des entreprises à la production industrielle du Vietnam du Sud provenant du secteur public dirigé par Dieu. Le gouvernement Thieu a encouragé les entreprises étrangères dans les entreprises nationales et s'en est servi pour indemniser les propriétaires fonciers frappés par la réforme agraire. Seules les sucres demeurent

Salon tout en portant l'essentiel de son effort sur le secteur agricole et l'industrie qui en découle, n'en cherche pas moins à démarrer des industries de substitution d'importation et à attirer les capitaux étrangers. Ces dernières années, le gouvernement libyen a pris, sous l'impulsion américaine, une série de mesures pour favoriser l'implantation des étrangers. Nous avons étudié les lois régissant les investissements étrangers dans des pays du Sud-Est asiatique et nous

**A VENDRE
NEUILLY
SUR le BOIS**
Appartement de catégorie exception-
nelle. 250 m² de réception.
— 5 chambres,
— 4 salles de bains,
— Services,
— Garage (4 voitures).

Ecrire : REGIE PRESSE, n°-2-S
Tour Maine-Montparnasse
33, avenue de Maine,
75735 PARIS Cedex 13

(Suite de la page 3.)

[illegible][illegible][illegible][illegible]

paroisées et d'aménager là vie des millions de personnes, les impératifs de la révolution sociale et du développement des matériaux.

L'abbé, erudit d'écoute au rasque, dit : « Par exemple, au début de 1973, dans le camp « Mar-Lou », à Kontum. Quelques centaines de grandes tentes en toile kaïak dressées pour vingt mille montagnards souffrant d'un phlogé, d'un paludisme, d'un typhoïde, d'une tétanie, terrifiés le jour, de mille glaciales. Dans une tente, des employés vietnamiens du cadastre distribuent des parcelles de terres aux réfugiés. A gauche, des femmes attendent que leur 50 kilos de riz donnés par l'« aide humanitaire. A droite, une autre tente attend devenir une tente-conseil national ou un bureau d'un missionnaire catholique. Tout autour, des groupes d'enfants nus, jouant dans la poussière.

Les fonctionnaires du cadastre sont, comme les montagnards, des réfugiés de la région de Oaiko, à 50 kilomètres au nord de Konhul. Ils sont fiers d'appliquer cette mesure égalitaire du gouvernement et du partage des terres. Certes, mais les hectares qu'ils distribuent sont-ils vraiment égaux ? Les villages des réfugiés ne trouvent depuis un an dans une région totalement contrôlée par le F.N.L.

« Au moins, remarquons uniquement, l'emploi, les militaires et les fonctionnaires qui s'étaient arrangés pour s'approprier les terres des montagnards on découvre alors la paix en seront pour leurs frais. »

Les réfugiés assurent, sans en cas du régime de Oaiko. Mais, là-bas, les cadastres

Une vie sociale qui se désagrège

Par ROLAND-PIERRE PARINGAUX *

[illegible][illegible][illegible]

« L'arrivée des Américains a déchiré beaucoup de passions chez les hommes de bien et a entraîné les autres à la débauche. Au début, c'est une famille vietnamienne comme tant d'autres. Le père travaille dans un garage et a deux enfants. Les deux fils aînés, un enchaîné, ont travaillé pendant un an et demi. Ils ont travaillé et honorés et ont trois garçons et trois filles. Bien sûr, le fils cadet se prostituait. Elle entraînait sa banquette sans s'en rendre compte. Elle se dit : « Je suis un apparemment pour « retrouver » les D. J., échappant des obligations de service militaire pour leurs maris et pour leurs frères. Pendant que la famille et les amis jouent ces cartes et au « malheur », elle « travaille ». C'est dur, j'ai qu'un 27.

Aujourd'hui cette famille est sur le pavé sans rien, sans protection. Un des deux aînés est en prison pour trafic de drogue, l'autre est en prison avec un vieux carcéral, marquant un peu plus.

Colonisation, pacification, contrainte. Deux mots qui ne sonnent pas nouveaux... Le gouvernement de Thieu est conscient de l'importance capitale du temps, et de l'argent, dans cette poursuite de la lutte pour le contrôle de la population et l'amélioration de ses conditions de vie. Mais, pour beaucoup, c'est une gageure de vouloir développer l'économie en gardant plus d'un million de soldats sous les armes. C'est une gageure également de le faire avec l'administration en place, qui engourdi, dissous ou paralysé les meilleures volontés.

« Les ministres sont honnêtes et généralement compétents, affirme un fonctionnaire international qui travaille avec le gouvernement. Mais ils ne peuvent dans tout faire eux-mêmes, et, passé le seuil de leurs portes, c'est trop souvent la pagaille et la dissipation des crédits. Si le gouvernement n'est pas capable d'y mettre un terme, l'énorme avantage de richesse et de population qu'il a conservé sur les communistes risque de se retourner contre

Un an après l'accord de Paris, la situation est loin de confirmer les certitudes éphémères en janvier 1973 par un responsable américain de la pacification : « Si on gardait la grande majorité de la population de son côté... Les gens en ont assez de la guerre ; avec le paix, ils resteraient du côté de celui qui leur donne les meilleures conditions de vie, des maisons, des écoles, des routes, des emplois, et tout cela... c'est un défi que le Viêtcong est trop pauvre pour relever, croyez-moi. »

bien tranquille de Graham Greene, vingt ans après. C'était facile à dire l'année dernière, avant que les États-Unis ne pliont bagages et que le Congrès ne limitât l'aide économique au Vietnam du Sud. Aujourd'hui, alors que pour les Sud-Vietnamiens se multiplient les privations et que les États-majors des belligérènes annoncent comme imminente la prochaine « grande guerre », c'est un défi difficile à mettre en pratique, surtout avec un million d'hommes en armes. Il risquerait même, si la crise économique et la dégradation des conditions de vie se prolongent, sur le toit d'un fond d'une guerre larvée, d'avoir un effet boomerang.

Chômage, vols, drogue

LES basses américaines ont diopéru. Certaines sont occupées, comme un habitant du trop grand, par l'armée sud-vietnamienne. D'autres ont été « natoyées » jusqu'aux fondations, comme un champ de bled après un vol de crickets. Ces basses, dont on ne peut pas dire qu'elles ont été créées par le Vietnam, manœuvrent, chauffeurs, tennes de ménage, cuisiniers, etc. Certains sont au chômage. Ils ne regrettent pas sentimentalement le grand « allié » d'hier. Ils regrettent l'employeur et les dollars perdus. Outre les diverses alides militaires et économiques du gouvernement du Saïgon, l'armée américaine dépensait sur place 400 millions de dollars en 1970 et encore la moitié en 1972. C'était une somme dont beaucoup ont profité pendant des années. Mais là où les services économiques manquaient et les habitudes économiques étaient faibles, on ne pouvait pas tout donner. On ne pouvait pas tout donner.

l'abondance de G.I. Aujourd'hui, ils s'accrochent à l'étranger, ils harcèlent, dans des miniques fureuses devant les retards. « Je suis battu chaque fois que je rentre sans argent à la maison », dit un petit mendiant. Les marchandes du souper « à la sucree » n'ont plus assez de bénéfices pour vendre à crédit. Elles se font trottier : la police les chasse. Les consommateurs ont réduit au minimum le grignotage incessant des amuse-gueule et des souper dont ils sont si friands. Ils n'ont plus de quoi acheter des cigarettes. On a remis le Honda Tamille sous l'escalier, abandonné les promenades dominicales autour de Saigon et les visites de la famille. Ça monnaie plusieurs fois chaque jour sur un avenir incertain deviendra

Une course

Une course contre la montre

Les plus touchées par la crise sont les « pots » : Erreurs, contrôles et rationalisations, ils subissent l'escalade du coût de la vie. Sans autre remède que de vendre plus cher, les produits sont devenus de véritables trafics qui amoindrissent l'ordinaire du temps des Américains, qui se sentent saisis. Les plus touchés sont les « pots » : Erreurs, contrôles et rationalisations, ils subissent l'escalade du coût de la vie. Sans autre remède que de vendre plus cher, les produits sont devenus de véritables trafics qui amoindrissent l'ordinaire du temps des Américains, qui se sentent saisis. Les plus touchés sont les « pots » : Erreurs, contrôles et rationalisations, ils subissent l'escalade du coût de la vie. Sans autre remède que de vendre plus cher, les produits sont devenus de véritables trafics qui amoindrissent l'ordinaire du temps des Américains, qui se sentent saisis.

[illegible]

standant les subsides publics sous la
protection de l'armée gouvernementale.
«S'il avait été choisi si les communistes
n'étaient pas intervenus dans ces vil-
lages en zones du F.N.L.», remarque un
fonctionnaire dans l'un des cas camps. E-
il ajoute : «Au point où ils ont, la
ville n'est plus habitée».

Parmi ceux réfugiés, qui ont sont parvenus
à la tréfolière, ou quatrième zone, à
début 1964, l'événement est particulièrement
complexe pour plusieurs dizaines de mil-
lions de «montagnards». Parmi eux, les
chinois, les vietnamiens, les cambodgiens,
les thaïlandais et les laotiens. Les Viet-
namais se réfèrent à eux-mêmes comme
«moi» («sauvages») — représentant une
minorité ethnique d'environ millions de per-
sonnes. Ils ont été chassés de leur pays
et arrivés aux montagnes et à leur sys-
tème de vie archaïque par la guerre du
d'abord, et par les déplacements popula-
ires ultérieurs. En 1970, les Vietnamiens
étaient permis de les garder
le contrôle de la «pacification», et, à ce
même coup, de dépeupler des régions
frontalières du Cambodge et du Laos-Lao-

rant dans des réserves, en marge du progrès. » Ceux qui exploitent leur crédulité leur mieux et leur penchant pour la boisson, promenant aux alentours des camps

Les missionnaires catholiques qui vivaient dans les villages des montagnes sont réfugiés avec eux sous les grandes tentes et dans les baraquements communs. Ils essaient de garder la cohésion de leur

En Grèce, au Chili, la réaction triomphe momentanément. En Indochine, où les Américains et Thieu violent les accords de Paris (50 000 morts depuis janvier 1973), il faut aider les peuples indochinois à l'emporter définitivement sur l'impérialisme.

AIDONS LA RÉSISTANCE INDOCHINOISE !

fairi VERSEZ VOTRE CONTRIBUTION
AU FONDS D'AIDE INTERNATIONALE

Président : Professeur Laurent Schwart

Parmi les signataires: E. Fischer, F. Marek (Autriche),
M. Liebman (Belgique), groupe « Collecte Vietnam »
(Canada), R. Matto, M. Leiris, J.-P. Sortre, P. Vidal-Naquet
(France), F. Brackway, M. Bernal, P. Duff, T. Deutscher
(Grande-Bretagne), R. Rossanda, V. Foa (Italie), E. Kinn
(Suisse), N. Chamsky, J. Fanda, M. Jolas, G. Kalko
P. Sweeney (États-Unis)

C.C.P. Roger FOIRIER, PARIS 13.726-83
Correspondance : Yvonne LENOIR 28, rue de la Sablière, 75014 PARIS

Les pauvres engluisés à l'

CETTE année des entreprises ont terminé leurs ateliers et licencié du personnel. Le chômage augmente et on estime que les deux tiers de la population da Salgón — soit plus d'un million et demi de personnes — vivent sur des salaires inférieurs à 15 000 piastres (110 F) par mois. Salaires qu'il faut déduire des dévaluations, perdant de 25 à 30 % de leur valeur chaque année. Sans doute y a-t-il plusieurs raisons dans

sonnes), mais joindre les deux bouts paraît relever du miracle. Une famille achète chaque mois 100 kilos de riz qui valent aujourd'hui 15 000 piastres, soit l'équivalent d'un salaire moyen. Que la prix du riz ait multiplié en deux ans l'empêche pas de plus fortunées de l'accommoder de viandes ou de poissons chers. On da lui préférer des rapas - à la française -, ornés de vin.

Loin de leurs forêts giboyeuses, de leur huttes sur pilotis, des jarres d'alcool de riz et des gongs sacrés — les tambours de bronze, — ces tribus dépeuplées. Les montagnards n'arrivent pas à s'adapter et le monde des vallées, dominé par les Vietnamiens depuis la néo-colonisation des Hautes-Platesaux sous le régime Diem.

« Leur situation, écrit l'ethnologue américain Colin Jerry Hicky, est comparable à celle

(Canada), R. Matto, M. (France), F. Brockway, (Grande-Bretagne), R. (Suisse), N. Chomsky, P. Sw

C.C.P. Roger F
Correspondence : Yvonne IEN

PROCHE-ORIENT

La négociation n'est pas la paix

En acceptant de négocier, l'Égypte n'a nullement renoncé à des revendications dont les Nations unies ont proclamé le caractère légitime. À supposer, ce qui est contesté, que l'Égypte ait accepté de négocier, elle ne peut, sous peine de se couper de son peuple, abandonner le Sinaï, que les Israéliens ne veulent pas échanger contre la paix. C'est pourquoi à ce prix qu'Israël peut obtenir des frontières « reconnues » par l'Égypte.

Mais, mis à part le contentieux israélo-égyptien, la principale difficulté est liée à l'éventuelle création d'un État palestinien. Alors que l'O.L.P., comme l'oppose-t-il Samir Farghali, a adopté, après des débats houleux, une attitude plus réaliste que par le passé, les Israéliens, explique Amnon

Kapelouk, ne nient certes plus le fait palestinien mais refusent toute solution acceptable aux mouvements de résistance. Or ceux-ci, malgré leurs faiblesses, détiennent un atout majeur : le terrorisme, en dépit des condamnations dont il est l'objet, leur permettrait éventuellement de faire toujours rebondir la crise.

L'enjeu du conflit et de la négociation est toutefois beaucoup plus vaste. Si l'on a beaucoup commenté les ruptures entre les pays arabes et Israël, il faut insister, comme le fait ici Paul Bolta, sur l'ampleur de la nouvelle solidarité arabo-africaine. Celle-ci pèsera sur les relations entre la C.E.E. et l'Afrique. Que Marc Penouil analyse à propos de la nouvelle négociation de la convention de Yaoundé.

O.L.P. : Une nouvelle stratégie diplomatique

Par SAMIR FRANGIE

« Nous savons que la guerre d'octobre n'avait pour objectif que de lancer la négociation arabo-israélienne, mais nous n'avons pas le choix. Nous y avons participé et, aujourd'hui, nous nous trouvons confrontés à une situation tout à fait nouvelle qui exige de nous une redéfinition de nos objectifs et l'adoption d'une nouvelle stratégie. » Ces propos sont tenus par M. Saïd Khelaf (plus connu sous le nom d'Abou Ayad), un des principaux dirigeants du Fatah, « la résistance tout à fait nouvelle qui exige de nous une redéfinition de nos objectifs et l'adoption d'une nouvelle stratégie. »

La secrétaire générale du F.D.P.L.P., M. Norel Houtoum, est encore plus explicite. « La résistance, dit-elle, avait été informée d'une dizaine de jours avant le 6 octobre de la décision du président Sadate de déclencher une nouvelle guerre avec Israël. Elle a tenté, mais en vain, de reporter le date de la reprise des hostilités dans l'espoir de parvenir, à travers une véritable mobilisation populaire, à faire de ce nouveau conflit une guerre de libération nationale. » Aujourd'hui, dit-elle, la résistance a le choix entre deux voies : soit se cantonner dans une attitude d'« opposition négative » et faciliter ainsi le succès du projet américain de solution de la crise du Proche-Orient ; soit, au contraire, dans une « opposition révolutionnaire » qui consiste « à ne pas fuir le champ de bataille », mais à tout faire pour l'opposer à la réussite du projet américain et à la liquidation de la question palestinienne.

Dans cette seconde perspective, poursuit le leader du F.D.P.L.P., les objectifs de la résistance doivent être d'imposer l'O.L.P. comme représentant unique du peuple palestinien et d'empêcher que la Golan, la Cisjordanie et Gaza ne soient placés sous contrôle israélien. « Nous devons, précise-t-elle, être la plus grande force de la solution qui va être imposée et mener la lutte sous toutes ses formes pour imposer l'autonomie nationale au peuple arabe. » N'importe quelle partie de territoire que les Israéliens évacueront, cette autonomie autonome préservera les principes des campagnes d'extermination perpétrées il y a quelques années et lui permettra ainsi de poursuivre sa lutte contre l'apartheid arabo-israélien et l'occupation d'un État démocratique sur l'ensemble du territoire.

Ces deux déclarations montrent le chemin parcouru par les organisations de résistance depuis la guerre d'octobre. En réalité, les changements étaient perceptibles depuis plusieurs mois déjà. En août dernier, le F.D.P.L.P., prenant le contre-pied des thèses généralement admises au sein du mouvement palestinien, proclamait la nécessité de définir des « étapes intermédiaires » sur la voie de la libération de la Palestine. « Le but stratégique demeurera un slogan abstrait tant qu'il ne se sera pas matérialisé dans une série de tâches concrètes, capables de répondre aux exigences des différentes classes sociales du peuple palestinien. »

Quelles sont ces « tâches concrètes » ? Le F.D.P.L.P. propose de donner la priorité à la lutte pour l'établissement d'un État démocratique national sur les deux rives du Jourdain, car la création d'un tel État permettrait à la résistance de se développer sur une base solide.

Ce changement dans la stratégie du Front démocratique était le résultat de la prise de conscience du caractère « intermédiaire » de la révolution palestinienne. « Il

y a dans l'histoire de chaque révolution, déclare M. Houtoum dans une interview à un journal libanais en août 1972, une série d'étapes à franchir avant d'arriver au but final. La révolution palestinienne, d'ailleurs, n'est pas une révolution de la Palestine, n'est jamais au-delà des étapes intermédiaires. Ainsi, à l'issue d'années, elle a réussi à vaincre le régime israélien, à établir un pouvoir national sous la forme d'un conseil national palestinien, à libérer de toute la Palestine. » Cependant, explique le secrétaire « intermédiaire » de cette révolution, la force principale de la résistance a été constituée à l'origine par les réfugiés arabes de Palestine en 1948. Cette catégorie sociale, qui n'a depuis été intégrée dans aucun processus économique, a formé un groupe marginal dont la conscience sociale est presque exclusivement déterminée par la notion de « retour » en Palestine. Cette notion, qui signifie la réintégration dans la nation d'un peuple, a été renforcée par les classes dirigeantes des différents pays arabes et « sociaux » et a représenté le seul critère dont ils disposaient pour déterminer leurs options fondamentales.

Des débats orageux

En l'absence de quelques semaines, les principales organisations de résistance, à l'exception du F.P.L.P., ont proclamé la nécessité de la réintégration du peuple palestinien dans la nation arabe. Les objectifs de la prochaine étape ont été ainsi définis : imposer l'O.L.P. comme unique représentant du peuple palestinien et assurer le droit à l'autodétermination des habitants de la Cisjordanie et de Gaza. Le droit à l'autodétermination, la résistance d'un seul peuple palestinien, est en mesure, en s'appuyant sur les masses, de faire face à toutes les campagnes de fondation qui pourraient être lancées par les régimes arabes et juger que les alliances arabes et internationales peuvent être sacrifiées sans grand dommage.

Pour ces partisans du « tout ou rien », l'avenir de la Cisjordanie et de Gaza en cas de retrait israélien est déterminé dans la mesure où l'O.L.P., qui représente l'ensemble du peuple palestinien, ne peut prendre la responsabilité de sacrifier les réfugiés de 1948 pour libérer les habitants de Jérusalem occupée en 1967. « Nous ne pouvons pas avoir un copin de terre, d'ailleurs récemment déclaré le Dr Houtouk, notre objectif n'est pas de fuir.

La première changement a été approuvé après septembre 1972. Réprimés en Jordanie, soumis à de sévères restrictions au Liban, dépourvus de l'aide financière des pays pétroliers, la résistance a dû se résoudre à la nécessité de conclure des accords, il lui a fallu pour cela reconsidérer toute son analyse des forces en présence dans le conflit du Proche-Orient et établir de nouveaux critères pour définir les alliés et les adversaires du peuple palestinien. Avant septembre 1970 étaient considérées dans le camp ennemi tous ceux qui, pour une raison ou une autre, n'étaient pas d'accord avec l'objectif final de la résistance. Depuis, la situation a nettement évolué.

La guerre d'octobre a accéléré ce processus d'intégration de la résistance dans la réalité politique du Proche-Orient. En modifiant le rapport de forces dans la région et en rendant ainsi impossible le retour à la situation qui prévalait avant octobre, elle a permis à la résistance de passer d'une position de simple observateur à celle d'un acteur à part entière dans la négociation arabo-israélienne.

refus de principe à toute tentative de faire participer à la conférence de la paix. Une telle attitude est d'autant plus inacceptable que l'Égypte n'est pas prête à reconnaître les droits du peuple palestinien. Les partisans de la tendance dure au sein de la résistance se refusent de reconnaître la légitimité de la plus grande et inviolable, à l'appel de leurs thèses, les résolutions des différents Conseils nationaux palestiniens. Le sentiment d'autre part que la résistance est en mesure, en s'appuyant sur les masses, de faire face à toutes les campagnes de fondation qui pourraient être lancées par les régimes arabes et juger que les alliances arabes et internationales peuvent être sacrifiées sans grand dommage.

Pour ces partisans du « tout ou rien », l'avenir de la Cisjordanie et de Gaza en cas de retrait israélien est déterminé dans la mesure où l'O.L.P., qui représente l'ensemble du peuple palestinien, ne peut prendre la responsabilité de sacrifier les réfugiés de 1948 pour libérer les habitants de Jérusalem occupée en 1967. « Nous ne pouvons pas avoir un copin de terre, d'ailleurs récemment déclaré le Dr Houtouk, notre objectif n'est pas de fuir.

contre le sionisme qui de combattre l'imperialisme. »

Ces changements d'une période historique récente ont été violemment pris à partie par les autres organisations de résistance au sein du mouvement palestinien. Les débats orageux, qui ont opposé les tenants des deux lignes, ont revêtu l'importance de la lutte palestinienne. La lutte armée, telle que pratiquée par la résistance, a pu pour l'instant, éliminer les tenants de la tendance modérée, empêcher une capitulation arabo-israélienne en juin 1967 et de faire reconnaître l'existence du peuple palestinien. Elle ne pou-

palestinien et d'assurer le droit à l'autodétermination des habitants de la Cisjordanie et de Gaza. L'établissement d'un État palestinien signifierait donc l'abandon de cette forme de lutte pour d'autres plus adéquates aux circonstances nouvelles. Car il ne fait plus de doute aujourd'hui, au sein de la résistance, que la destruction des structures de l'État sioniste ne puisse se faire sans la participation des Israéliens eux-mêmes. L'établissement d'un État palestinien porterait un coup certain à l'idéologie sioniste qui repose sur la négation de l'existence du peuple palestinien. Mais la lutte politique du sionisme ne pourra être assurée que dans une lutte



ÉCOLE PALESTINIENNE À RAQQA. Travaux des élèves du séminaire à Raqqah.

vait en aucune façon déboucher sur une solution militaire d'Israël. Sous une action conjuguée des pays arabes auraient pu aboutir à ce résultat. Or le retour des réfugiés en place dans ces pays ne se prêtait pas à cela. Il aurait donc fallu que la résistance commencent par défendre ces réfugiés pour pouvoir mener par la suite une lutte victorieuse contre l'État sioniste.

Après la guerre d'octobre, la lutte armée ne peut plus avoir qu'un objectif encore plus limité, celui d'imposer l'O.L.P. comme unique représentant du peuple

arabe contre la classe dirigeante israélienne. Les Palestiniens savent d'ailleurs avec beaucoup d'intérêt les changements survenus en Israël depuis la guerre. Si les partisans du « tout ou rien » insistent sur une victoire des armées du général Sharon pour régler la situation, les autres mouvements restent dans l'attente en attendant que la situation se clarifie. Les prises de position de la gauche israélienne sont d'ailleurs, avec beaucoup d'attention, car de l'issue du débat en cours en Israël dépendra dans une large mesure la réussite des nouvelles options palestiniennes.

ISRAËL : Refus d'un État palestinien souverain

Par AMNON KAPELOUK

P OUR les Israéliens, la guerre d'octobre a rétabli le problème palestinien dans ses proportions initiales. Les Israéliens, soutenant contre les armées égyptiennes et syriennes, alors que dans les territoires occupés régnait le calme, ont répondu à l'arrière-pensée du problème qui, avant la guerre, commençait à susciter beaucoup de préoccupations, surtout à la suite des déclarations des organisations palestiniennes et les services secrets israéliens en Europe.

Mais sur un point au moins on a pu observer dernièrement un développement significatif : une partie importante de plus en plus consciente que, cette fois-ci, il ne sera plus possible d'écarter les questions de la « solution véritable » au conflit d'Israël. Cette prise de conscience a été renforcée, d'une autre, du problème du peuple arabe de Palestine. D'un des dirigeants du parti travailliste au pouvoir nous déclarons récemment qu'il ne se sera plus possible d'ignorer la question de la « solution véritable » à l'origine du conflit, et il n'est plus concevable que soient écarter les questions de la « solution véritable » du Conseil de sécurité, où le peuple palestinien n'est pas du tout mentionné.

Depuis quelques mois déjà, un changement se faisait sentir dans l'attitude des milieux officiels sur ce problème. Le président du conseil qui, auparavant, déclarait dédaigneusement ignorer l'existence du peuple palestinien (« Moi quand j'étais en poste pour Israël, j'étais à l'origine de l'État d'Israël, donc, moi aussi, je suis palestinien »), « On ne peut pas dire que l'existence du peuple palestinien n'est pas un problème, mais c'est un problème de la dernière importance », a récemment, à l'issue d'un grand débat au sujet des territoires occupés, au sein du conseil de sécurité, déclaré que, en avril dernier, une déclaration reconnaissant l'existence du peuple palestinien avait été adoptée. Les Palestiniens avaient le droit de décider à une entente palestinienne entre eux-mêmes, et non pas d'être imposés à eux-mêmes. Cette déclaration a été adoptée par les membres de l'entente palestinienne, parti et droit être reçu dans le cadre du mouvement de libération nationale, et de la création d'un État palestinien.

Cette même conception a trouvé son expression dans le programme électo-

ral du Makhakh (bloc parlementaire travailliste-Mapan, au pouvoir). On peut lire au paragraphe 10 du programme en question points suivants : « L'accord de paix avec la Jordanie pour la création d'un État arabo palestinien, Israël s'oppose à la création d'un État arabo palestinien séparé, à l'ouest du Jourdain. » Il y a donc une reconnaissance de l'existence du peuple palestinien, mais, en même temps, l'un n'est pas le droit à l'autodétermination, même pour ses membres se trouvant en Jordanie. Le Makhakh a publié en vue des élections des élections municipales dans la presse, où il est dit notamment : « Dans ces élections, les Palestiniens entre la volonté d'entraîner des relations de bon voisinage avec les États voisins-palestiniens et ceux de la région de l'existence des Palestiniens et de leurs aspirations. »

M. Yasser Arafat ou par une personnalité palestinienne plus modérée. Au cas où les Palestiniens voudraient passer aux pourparlers de paix, soulignons, ils devront le faire dans le cadre de la délégation jordanienne.

(Lire la suite page 6)

Lisez chaque mois
FRANCE-PAYS ARABES
Des rubriques politiques, économiques et culturelles consacrées au monde arabe.

Dans chaque numéro
un supplément
FRANCE-PALESTINE

En vente en France dans les principales librairies, drugstores (Prix 2 F) également en Algérie, au Maroc et au Liban.

Spécimen sur demande à
l'Association de Solidarité Franco-Arabe,
16, rue Augereau, Paris-7.
Tél. : 555-08-07.

ISRAËL & PALESTINE
REVUE MENSUELLE
R.P. 130-10, 75443 PARIS Cedex 10
Abonnement annuel : 30 F.

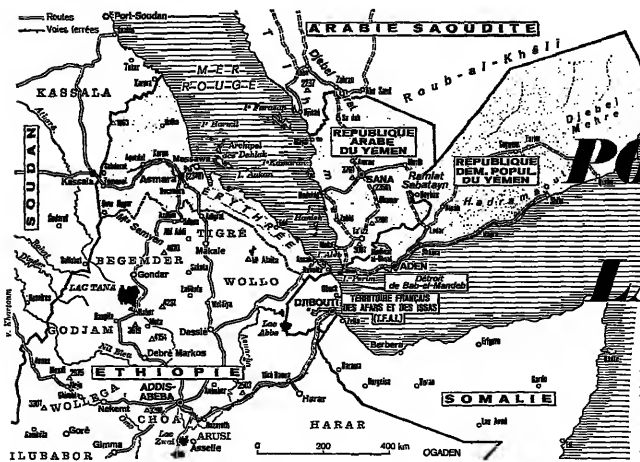
Une source constante d'informations originales et non censurées des pays arabes et d'Israël, des territoires occupés et d'ailleurs. Une analyse minutieuse des événements de la lutte palestinienne et de la politique internationale. Une revue critique et d'actualité. Jusqu'à l'existence du peuple palestinien et ses droits. A vrai dire,

Toutefois, en examinant l'attitude de la majorité au pouvoir, apparaît une certaine méconnaissance de l'existence du problème palestinien et le droit de lui trouver une solution durable, la distance est encore longue. Certes, on entend plus aujourd'hui des dirigeants israéliens pour le premier ministre, Meir Golda Meir, du général Dayan, ministre de la défense, et du troisième membre de la « solution », le ministre sans portefeuille, M. Jizhar Galili, qui veulent imposer jusqu'à l'existence du peuple palestinien et ses droits. A vrai dire,

On peut dire que cette formule est acceptée officiellement par tous les milieux du Makhakh (le conseil de sécurité) et par le parti travailliste. Mais, en fait, la « solution », même si elle est acceptée officiellement, n'est pas acceptée par les milieux officiels, bien entendu, à la fois par les dirigeants israéliens et par les dirigeants palestiniens. La « solution » n'est pas acceptée par les dirigeants israéliens et par les dirigeants palestiniens. La « solution » n'est pas acceptée par les dirigeants israéliens et par les dirigeants palestiniens.

palestinienne selon lequel les Palestiniens resteraient en réalité dans le cadre du mouvement libanais, même après l'annexion des territoires occupés par Israël et ne seraient pas réellement maîtres de leur sort. Les mêmes milieux d'opposition, bien entendu, à la fois par les dirigeants israéliens et par les dirigeants palestiniens. La « solution » n'est pas acceptée par les dirigeants israéliens et par les dirigeants palestiniens.

Spécimen sur demande à
l'Association de Solidarité Franco-Arabe,
16, rue Augereau, Paris-7.
Tél. : 555-08-07.



DEUX POINTS CHAUDS SUR LA MER ROUGE

Dans une interview récemment accordée à M. Hassanin Heykal, le général Alouat Ismail, ministre égyptien de la guerre, déclarait notamment : "Grâce au blocus du détroit de Bab-el-Mandeb, il a été démontré que Charn el-Cheikh n'a pas l'importance qu'Israël lui accorde pour justifier ses

prétentions sur le Sinaï" (voir Jeune Afrique, 15 décembre 1973).

Les deux articles que nous publions ici attirent l'attention sur cet aspect trop peu connu du conflit du Proche-Orient : on s'est battu sur le canal de Suez, mais la tension est aussi très vive à l'autre extrémité de la Mer Rouge.

Le combat des nationalistes érythréens

Reportage d'YVES LOISEAU

ANCIENNE colonie italienne à partir de laquelle les anglais ont lancé l'opération de l'empire d'Éthiopie, l'Érythrée a existé en tant qu'État — un État certes fédéré à l'Éthiopie — de 1952 à 1962. Qui donc s'en souviendrait encore, s'étonnent les spectateurs désemparés d'avoir pervertis par les nationalistes érythréens, qui ont tiré l'attention sur leur rôle, ce qu'ils appellent le « colonialisme éthiopien » ?

A l'automne, deux événements sont liés : l'un est venu jeter un éclairage nouveau sur les données du problème. Ce fut d'abord, le 23 octobre, la rupture des relations diplomatiques entre Haïlé Sélassié, deux cent vingt-deuxième descendant du roi Salomon selon la Constitution, et Israël, son allié traditionnel. D'autre part, à la suite d'informations persistantes et dignes de foi, les autorités d'Addis-Abeba ont fini par reconnaître l'état de famine exceptionnellement grave qui touchait le nord du pays, après avoir tenu de le cacher à l'opinion internationale. Dans les deux cas, le problème érythréen est au cœur de ces informations.

Tous les commentateurs, tous les envoyés spéciaux, ont parlé des conditions géographiques et climatiques dans lesquelles se déroule le drame de la famine dans le Nord. Toutes les dépêches d'agences et les télégrammes en provenance d'Éthiopie accusent d'ignorance le gouvernement des régions rebelles. Personne n'a formellement rendu le gouvernement central responsable de ces événements.

Depuis 1962, date à laquelle l'Érythrée est devenue arbitrairement la quatorzième province de l'empire éthiopien, les gouvernements d'Addis-Abeba n'ont cessé de dénigrer le potentiel économique du nord du pays. Des usines entières ont été démontées pour être reconstituées au Sud, supprimant ainsi plusieurs milliers d'emplois dans une région qui, comme le reste du pays, était déjà très gravement sous-développée.

L'Érythrée a donné naissance, autant qu'il est possible de s'en rendre compte, au mouvement armé, pulsant et organisé, de contestation contre le régime éthiopien. L'État d'urgence y est proclamé en permanence depuis l'été 1968. En 1970, et les forces éthiopiennes, renforcées par des « conseillers israéliens », ont le droit de tirer à vue sur tout ce qui bouge ; des troupes ont ainsi été déployées et plusieurs villages détruits. Les populations érythréennes, par dizaines de milliers, ont alors quitté le pays pour se rendre au Soudan, où elles ont été prises en charge par le haut commissariat de l'ONU pour les réfugiés. Bilan de toutes ces opérations : une situation catastrophique qui, après avoir démantelé totalement l'économie érythréenne, a maintenu des répercussions sur les populations éthiopiennes elle-mêmes et qui débouche sur une famine d'autant plus atroce que les fonctionnaires éthiopiens ont laissé mourir plusieurs milliers de personnes des régions frontalières de l'Érythrée avant d'admettre sa gravité.

Non loin de Bab-el-Mandeb

AUX yeux de l'opinion publique internationale, cette carence des autorités ne pouvait s'expliquer que par la faiblesse du régime éthiopien. Une explication qui a également obligé Addis-Abeba à rompre ses relations diplomatiques avec le gouvernement de Jérusalem, sous l'effet de pressions arabes qui devenaient intolérables pour Haïlé Sélassié. Au dernier « sommet » de l'Organisation de l'unité arabe, le colonel Kaddafi, chef de l'État libyen, qui continue à armer la rébellion de l'Érythrée, avait été jusqu'à demander le transfert du siège de l'Organisation, jusqu'alors installé à Addis-Abeba, dans une capitale africaine moins liée aux intérêts israéliens. En non point avec Israël, l'empereur pouvait espérer réduire enfin le Front de libération de l'Érythrée (F.L.E.), qui, malgré les dénégations d'Addis-Abeba, se renforce de jour en jour avec la complicité, voire le soutien actif, de tous les gouvernements arabes, qui voient ainsi la possibilité de fermer la mer Rouge. Les Israéliens, quant à eux, ont, au-delà de tout, évacué les bases maritimes qu'ils avaient installées sur les îles proches d'Assab, à quelques

milles marins du fameux détroit de Bab-el-Mandeb. A moins que les déclarations pro-arabes de Haïlé Sélassié ne soient que de pure forme. Des informations en provenance d'Aden, et confirmées par le représentant du F.L.E. à l'étranger, laissent planer le doute sur le départ effectif des Israéliens. En-41 possible, d'autre part, aux forces armées éthiopiennes de détruire militairement la rébellion ? Douze ans après le début de la lutte armée, le gouvernement d'Addis-Abeba continue à nier l'existence en Éthiopie d'un Front de libération de l'Érythrée, dont les forces regroupent en fait plusieurs milliers d'hommes parfaitement armés et entraînés, qui contrôlent effectivement, comme nous avons pu nous-même nous en rendre compte, une partie importante des territoires qu'ils revendiquent. Est-ce un aveu d'impuissance ? Immédiatement après sa rupture avec l'État juif, Haïlé Sélassié demandait à Washington de renforcer son aide militaire, la plus importante déjà accordée à un pays africain par les États-Unis. Les Sud-Yéménites affirment d'ailleurs que le VII^e flotte américaine croise au large de Bab-el-Mandeb. Une pièce de plus sur l'échiquier du Proche-Orient engagé dans la guerre du pétrole.

Une histoire liée à celle du monde arabe

DEPUIS les temps les plus reculés, l'histoire de l'Éthiopie elle-même et, « a fortiori », celle de l'Érythrée, est intimement liée à l'histoire du monde arabe. Selon la légende, ce fut le Roi de Saba qui donna naissance à la dynastie éthiopienne. Immédiatement après la mort de Salomon, Haïlé Sélassié, l'actuel Roi des Rois, est donc constitutionnellement le deux cent vingt-cinquième descendant du roi Salomon. Des liens de parenté historique ou légendaires, selon les interprétations, lient déjà l'empire de la Reine de Saba et les Hébreux de Palestine. A cette époque, les souverains éthiopiens résidaient dans l'actuelle région du Tigré, au sud de la rivière Mareb. On ne connaît pas exactement l'étendue de l'empire à cette époque de l'Antiquité, en revanche, on sait qu'il y avait alors une profonde interdépendance des populations vivant des deux côtés de la mer Rouge. On sait également que c'est l'organisation politique de cette époque qui donnera naissance au régime féodal du Moyen Âge éthiopien. Aux alentours de l'an 1000, déjà, les provinces qui sont situées au nord de l'Éthiopie actuelle, c'est-à-dire celles qui recouvrent le territoire revendiqué par les nationalistes érythréens, marquaient leur indépendance par rapport à l'administration centrale, qui s'était, à cette époque, déplacée vers les Hauts-Plateaux du sud du pays.

On peut donc affirmer que ces régions constituent des le haut Moyen Âge un développement épargné du reste de l'empire. Malgré les mouvements de population traditionnelle en Afrique, surtout à cette époque, une caractéristique importante commença également à se dégager de cette période : l'actuelle Érythrée voit alors se fixer une majorité musulmane alors que l'empire éthiopien, lui, est en majorité chrétien. En 1557, l'empire turc s'étend sur la région, notamment à Massawa. L'occupation crée des comptoirs commerciaux sur tout le royaume de la mer Rouge. En 1630, déjà, une carte portugaise indique l'Érythrée sous le nom de Médi-Bahori, terre de la mer en langue tigrigna. Les frontières indiquées sur cette carte sont les mêmes que celles que revendiquent aujourd'hui les nationalistes. Puis, jusqu'à nos jours, la colonisation de l'Érythrée ne cessera pas. Après les Turcs, ce seront les Égyptiens, les Français, les Italiens, qui, après le royaume d'Angleterre, réussiront à obtenir au congrès de Berlin, en 1885, la reconnaissance de cette occupation.

Mélanité II, le Roi des Rois du moment, n'a jamais revendiqué, semble-t-il, cette région dont les messages qu'il échange avec divers pays d'Europe. Il signe en 1889 le traité d'Addis-Abeba, qui reconnaît le souverainisme italien sur le territoire érythréen. En revanche, le souverain éthiopien revendique l'Érythrée plus au sud et accuse également par les Italiens. Aujourd'hui, on voit que l'opportunité de l'Érythrée à l'Éthiopie

pose de nombreux problèmes frontaliers à l'Organisation de l'unité arabe, en raison des conflits verbaux, voire même armés, qui opposent régulièrement Mogadiscio à Addis-Abeba. A la fin du dix-neuvième siècle, et cela depuis le début de la colonisation, l'Éthiopie n'a donc pas de débouchés sur la mer Rouge, si ce n'est le fameux chemin de fer franco-éthiopien, construit un peu plus tard, qui relie Addis-Abeba à Djibouti, et certaines franchises accordées par les Italiens pour l'utilisation du port d'Assab, ou sud de l'Érythrée. Sur le plan économique, le contraste est grand entre l'ex-colonie italienne et l'empire du nigus. Les Italiens épargnèrent mille colons au début du siècle, beaucoup plus nombreux plus tard ont installé de petites industries qui procurent des emplois aux paysans pauvres de la région. Dans les villes se développent (Massawa), le port sur la mer Rouge, et Asmara, la capitale politique et économique de la colonie. En Éthiopie, l'industrialisation ne peut s'effectuer de la même façon : les investissements ne sont pas garantis par un occupant européen, et ce n'est pas encore l'époque de la coopération entre les pays riches et le tiers-monde.

Politiquement également, le fossé se creuse. L'ouverture de l'Érythrée sur l'Europe favorise la constitution et le développement de partis politiques et des syndicats, qui s'opposent, à la suite de luttes et d'insurrections violentes, des avant-gardes érythréennes à ceux venus de leur côté par les travailleurs éthiopiens. Autre conséquence de cette ouverture vers l'Occident, et surtout de l'industrialisation, la création d'une bourgeoisie nationale, qui sera plus tard un des ferments de la constitution d'un front contre le « nouveau colonialisme » éthiopien.

Une annexion arbitraire

L'ÉRYTHRÉE sort de base de déport, le 3 octobre 1935, à l'offensive mussolinienne contre le régime d'Haïlé Sélassié. Les combats sont très violents et, le 5 mai 1936, les Italiens arrivent à Addis-Abeba. Pendant cinq ans, l'ensemble des territoires éthiopiens et érythréens sont occupés par l'armée italienne, avant d'être libérés du joug colonial dès 1941 par les troupes franco-britanniques et des partisans armés. L'Éthiopie est rendue à l'empereur, alors que l'Érythrée, elle, passe sous la tutelle des Nations unies et sous administration militaire britannique. Des traités sont conclus dans le pays, à l'instigation des partisans du rattachement à l'Éthiopie, armés par Haïlé Sélassié et encouragés par le reste du monde. Une commission des Nations unies est alors formée qui doit donner son avis sur l'avenir de l'Érythrée. Sous la pression américaine et devant l'indécision des experts, l'Assemblée générale des Nations unies vote, le 2 décembre 1950, par une résolution 390 A, le rattachement de l'Érythrée à l'Éthiopie, dans le cadre d'une fédération d'États qui ne sera effective qu'en 1952. Une Constitution est instituée.

La lecture de ses principaux articles (16, 17 et 18 notamment) prouve à l'évidence que l'on a affaire à un véritable État doté d'organismes souverains. Elle donne ainsi satisfaction aux trois principales parties en cause : la communauté orthodoxe (un tiers de la population), unitariste, se sent protégée par le giron éthiopien ; les musulmans (deux tiers de la population) ne voient, eux, dans cette fédération, que les signes de leur indépendance ; le gouvernement de l'État fédéral, qui possède son administration et son drapeau, l'Érythrée enfin, qui sait qu'un jour ou l'autre elle annexera l'Érythrée.

Toutefois, cette Constitution était suffisamment imprécise pour permettre certains abus : le jour même de sa mise en application, l'armée éthiopienne occupa militairement Asmara, deux députés érythréens furent arrêtés, le président du Parlement, M. Todla Boya, qui deviendra par la suite un des chefs politiques du Front de libération de l'Érythrée, fut arrêté, les partis politiques et les syndicats indépendants furent interdits, les journaux supprimés. Les acquis des travailleurs érythréens sont bafoués : le code du travail de l'État fédéral est aboli, mais favorisé, accordé par le régime éthiopien : une grave

général est organisée. Les manifestations de protestation durent plusieurs jours et furent très durement réprimées. M. Oualid Abi Quid Mariam, président de la Confédération générale des syndicats érythréens, blessé lui-même sept fois par l'armée ou la police éthiopienne, nous a offert qu'il y aurait eu, à cette époque, une centaine de morts. M. Mariam est aujourd'hui un des responsables du F.L.E.

Enfin, le 26 juin 1962, l'Érythrée devenait la quatorzième province éthiopienne, sans qu'aucune consultation populaire ait été organisée : un simple message de l'empereur se félicitait de la ferme volonté du peuple érythréen de lier son destin à celui de l'Éthiopie éternelle et à la fois les enseignements de l'histoire et les résolutions de l'ONU. Le gouvernement érythréen fut purement et simplement dissout.

Le déclenchement de la lutte armée

UN an auparavant, les nationalistes érythréens s'étaient armés et organisés. Le 1^{er} septembre 1961, un détachement du F.L.E., qui comptait quatre hommes, alla à la première séance de la lutte armée.

S'étendant sur 119 000 kilomètres carrés (un cinquième de la France, la surface approximative de la Grèce), l'Érythrée donne naissance à l'Éthiopie sa seule façade maritime : 1 000 kilomètres de côtes et un certain nombre d'îles, qui permettent de surveiller efficacement la mer Rouge. L'Érythrée est bordée au nord et à l'ouest par la frontière soudanaise, au sud-ouest par une frontière naturelle. Au sud, l'Érythrée jouxte le territoire français des Afars et des Issas. Le peuple érythréen est le reflet de sa géographie, un mélange de villages venant d'Arabie, du Soudan ou des Hauts-Plateaux éthiopiens. Ces populations ont en commun deux langues : l'arabe et le tigrigna. Les spécialistes affirment que l'évolution divergente des cultures et des langues éthiopiennes et érythréennes a précédé de beaucoup la division religieuse.

Plus de trois millions de personnes peuplent encore le territoire, malgré plusieurs hématogies importantes dues à la violente répression engagée par le gouvernement d'Addis-Abeba. Près de quatre mille personnes, chassées par les bombardements ou nappes, les troupes d'otages, la destruction systématique des cultures et du bétail, se sont réfugiées au Soudan, où elles ont été prises en charge par le haut commissariat de l'ONU pour les réfugiés. Plus de cinq mille autres ont préféré traverser la mer Rouge pour se rendre en Arabie Saoudite, où elles se sont fixées en petites communautés encore profondément nationalistes. Enfin, on estime également à quelques milliers le nombre de jeunes Érythréens qui poursuivraient à l'étranger leurs études supérieures, un chiffre qui s'est encore accru depuis que le gouvernement éthiopien a décidé de fermer toutes les écoles secondaires sur le territoire de l'Érythrée, à Massawa et Asmara principalement.

Tous les moyens de lutte légale qui ayant été confisqués par le pouvoir éthiopien, les nationalistes érythréens décident de passer à un stade supérieur de leur combat politique. Ils s'arment et déclenchent un certain nombre d'opérations dès 1961. A cette date, il semble que ce soient essentiellement les militaires, les policiers et les intellectuels qui forment les effectifs armés du Front de libération. Les hommes politiques, les syndicalistes, les représentants de la bourgeoisie nationale rejoignent leurs rangs plus tard, avec les paysans et les commerçants qui chassés par la fermeture ou le déplacement systématique des usines installées par l'occupant italien. A cette époque, le F.L.E. entretient d'excellentes relations avec tous ses voisins arabes, et notamment le Soudan. Le Front est également appuyé par l'U.R.S.S., Cuba, la Corée du Nord et la Chine, qui l'approuvent en armes et en munitions modernes et qui instruisent ses cadres politiques et militaires. Il ouvre des bureaux dans plusieurs capitales arabes : Beyrouth, Bagdad, Damas, La Caïre, Aden, Alger.

Après les récoltes catastrophiques de 1972, la production de riz en Asie n'a guère été satisfaisante en 1973. L'Inde a connu une grave sécheresse et des inondations, plusieurs États ont été frappés par la disette. Le Pakistan a été lui aussi dévasté par des inondations, tandis que le Bangladesh se est remis toujours pas de la guerre de 1971 et demeure tributaire d'une importante aide alimentaire étrangère. Quant à Sri-Lanka (Ceylan), la pénurie alimentaire semble s'y aggraver et la Chine vient de promettre l'envoi de 200 000 tonnes de riz en 1974.

Riz miracle, révolution verte et autres innovations technologiques chères aux organisations internationales n'ont pas empêché les Philippines et l'Indonésie de connaître à nouveau un déficit, aggravé par la corruption et la gabegie administrative. Si la Thaïlande a vu sa production d'amiéteur, les deux Vietnams ont été frappés par de graves calamités naturelles (inondations, typhons) qui ont détruit une bonne partie des récoltes. La guerre qui se poursuit au Sud, ainsi que la spéculation, ont fait monter les prix de manière considérable.

Enfin, en Chine comme au Japon, la production continue de suffire aux besoins de la population. Dans l'archipel nippon, le problème du gouvernement est de réduire une récolte excédentaire sans s'aliéner les votes des paysans. La situation est donc toujours instable, car, jusqu'à présent, seules les exportations de pays excédentaires, comme la Thaïlande, ou les fournitures américaines ou chinoises selon les cas, permettaient aux pays de la région de satisfaire à leurs besoins.

VINGT ET UN ans après s'être inscrits parmi les premiers pays du monde à adopter le contrôle des naissances comme politique officielle, «voici que l'Inde remet son programme radicalement en question. La raison fondamentale est la suivante : la dépopulation n'est pas une solution viable pour un pays qui dispose d'une abondante réserve de main-d'œuvre et d'une production notable des ressources du pays ; les organisations internationales qui s'intéressent au développement indien craignent fort qu'une réduction soudaine des dépenses ne supprime un changement radical dans la situation économique nationale. A La Nouvelle-Delhi, le ministère de la santé et de la planification familiale souligne, toutefois, qu'il entend mettre au point un plan national plus efficace, lequel permettra aux facteurs sociaux d'exercer leur influence sur la fertilité, sans baisser le taux de natalité à long terme.

Il faut bien reconnaître que, jusqu'à présent, le contrôle des naissances n'a connu qu'un succès très modéré. Le recensement, qui donnait en 1971 le chiffre de 547,4 millions d'habitants, en 1976 en comptait 572,5 millions. On peut s'attendre à compter vers la fin de ce siècle une population de 1 000 millions d'êtres humains. Le taux de natalité, que l'on espérait voir descendre à 32 pour mille en 1975-1976, se situe actuellement à 38,5 pour mille. En 1976, 26 naissances pour mille sembleraient impossible à étudier. Le ministère fait étalage de statistiques réconfortantes, comme par exemple l'augmentation de 245 % du nombre de stérilisations masculines en France, de 1964 à 1975, et de 501 % du nombre d'utilisateurs de préservatifs masculins, depuis 1966-1967, mais cette acceptation apparente des méthodes contraceptives ne s'est pas reflétée dans une baisse du taux de natalité.

Fait encore plus décourageant, le gouvernement ne semble pas prendre au sérieux les avertissements des experts soulignant que l'explosion démographique réduira à néant les fruits du développement économique.

Cette erreur d'appréciation est devenue manifeste lorsque la subvention de la planification familiale pour l'année en cours a été

réduite de 3,4 millions de 32,6 millions à 29,2 millions, puis accrue à 41,2 millions de livres. Ce dernier chiffre aurait contraint le ministère des Pensions à augmenter son personnel de quatre-vingt-dix mille personnes, médecins, éducateurs, sages-femmes et infirmières. Mais le docteur B.S. Marbas, membre de la commission de planification, est favorable à la réduction de la famille, nous dit-il, qu'il a convaincu le ministère de supprimer la deuxième coupe. Malheureusement, même un budget de 30,5 millions de livres ne permettra pas à ce programme de prendre l'extension

A société indienne accorde une importance particulière à l'adulte, l'individu mûr du monde des parents. « *Delhi estime peut-être qu'une petite femme est une femme égarée, et le chef d'une famille est un homme égaré* », dit le capitaine d'Alfred Russel Wallace, dans son livre *Les Indes du Nord*. « *Le mariage est la base de la civilisation* », dit le capitaine d'Alfred Russel Wallace. « *Le mariage est la base de la civilisation* », dit le capitaine d'Alfred Russel Wallace.

Tout l'effort, jusqu'à présent, s'est concentré sur des concepts d'émulation simple, étirés, qui ont permis de faire passer à l'acte comme il dit un géographe bien connu de ce pays, le professeur Ahmad Bawa, de l'Institut national de la recherche scientifique. Les approches ne peuvent à elles seules changer les attitudes et les comportements. Elles doivent encore à des coutumes telles que le mariage des enfants et la dot des filles, à des pratiques sociales qui ont été démodées contre ses pratiques. Les conférences publiques ont été organisées pour sensibiliser les gens à la planification familiale au cours des premières années - distribution par hélicoptère de contraceptifs, distribution de matériel éducatif, éducation de parents illettrés, éléphant qui se balade dans les rues, etc. - mais la planification familiale n'est pas plus d'actualité. Une assistance technique internationale a été envoyée, mais les conseillers-train-train-dix mille clients n'acceptent les conseils de contraception que parce qu'ils sont encouragés par les autorités. On a formé un groupe d'études avec 14,5 % seulement des sujets d'un échantillonage national qui seraient capables d'identifier correctement le

Il est donc de plus en plus admis qu'une baisse du taux de natalité ne pourra être obtenue que par des motivations conscientes, par l'emploi, meilleures conditions de logement, d'hygiène, d'alimentation, de services sociaux, d'éducation. Les Etats de Kérial et de Tamil-Nadu ont bénéficié d'un niveau élevé d'alphabetisation, surtout chez les femmes, ont, en effet, un taux de natalité de 32 pour mille. Les Etats les plus arriérés du Bihar, de l'Orissa et de l'Uttar Pradesh comptent plus de 41 naissances pour mille.

Mais attendez que ces changements soient réalisés, le produit petit à petit peut requérir des investissements et des efforts considérables. Les gouvernements ont montré qu'ils comprennent mal les priorités socio-économiques : la défense, l'industrie, l'agriculture et l'éducation sont toujours des options prioritaires pour le budget de l'Etat. En raison d'un coût élevé des importations de biens et de déficits de la balance des paiements, l'inflation et par la sécheresse, de l'inflation montante. L'effort d'éducation populaire sera réduit à sa plus simple expression ; aucun nouveau centre de santé et de protection maternelle ne sera construit ; les restrictions seront imposées à la distribution ; la primauté de préservation nationale ; l'expérience des centres de stérilisation en masse de 1971-1972 ne sera pas renouvelée ; les projets de recherche seront limités.

Deux missions envoyées par les Nations unies, en 1964 et en 1969, ont souligné l'importance de la recherche et de la publicité. La distribution gratuite de préservatifs masculins se poursuivra en milieu rural (où 86 % d'utilisateurs en sont dépourvus) et dans les villes. Les centres urbains reçoivent leurs préservatifs gratuitement aussi. Bien que le chiffre de ventes ait augmenté de 68,55 millions d'unités en 1968-1967 à environ 100 millions pour 1972, il ne faut pas oublier que les échecs sont de nouveaux utilisateurs. Les centres de planification familiale ne sont sans doute pas prêts à répondre. Ils suspendre la construction de clinique affecteront non seulement la planification familiale mais également tout le service de santé embryonnaire, puisque les deux sont étroitement imbriqués. Le principal défi est l'abolition des quatre « barrières » planifiées.

Ces centres ont connu une réussite superficielle, dans la mesure où 3,2 millions de volontaires ont accepté la vasectomie ou la tubectomie. Mais la qualité a été sacrifiée au profit de la quantité. Les incitations prodiguées se sont bornées à une obole d'environ 14 livres par personne, agrémentée de traitements, de soins, de plastiques ou de vé-

des hommes qui étaient soit mariés, des veufs âgés, ou handicapés, physiquement ou mentalement. Ils ont subi, en outre, un isolement, au cours d'une expérience grotesque et déshumanisante. Des administrateurs de district et des magistrats, chargés de faire exécuter le programme, furent accusés d'avoir déconseillé des fonctionnaires locaux de routes et acheter des engrais. A Pathepur-Sikri, dans l'Uttar-Pradesh, des villageois se sont plaints de ce que, lorsqu'ils sollicitaient des emprunts agricoles, on les obligeait avant toute

Le programme de planification familiale n'est pas perçu de façon très claire. Beaucoup de promesses ont été faites au sujet de l'initiation des enfants d'âge scolaire à la connaissance démographique, mais peu de pays ont pu le faire. Les programmes de mise aux normes de la consommation sur des communautés structurées, telles que les usines et les exploitations agricoles, qui possèdent déjà des voies de communication interne bien notées, ont été encouragés. Les programmes de planification autogouvernés (*panchayats*) la responsabilité d'établir leur propre programme de planification familiale. Il est question aussi d'une politique démographique qui inclurait non seulement le contrôle des naissances, mais aussi les mouvements de migration, le déploiement de la main-d'œuvre et les services socio-éducatifs fondés sur l'environnement.

Ces modalités n'existent encore, toutefois, que sur le papier. Une stratégie cohérente appelle des changements administratifs destinés à rendre les familles nombreuses, surtout celles qui ont des enfants handicapés, plus éligibles. Il faudrait, décentraliser le programme de telle façon que les États partagent les frais (pour le moment, c'est Delhi qui finance tout le mouvement). Le programme, qui est financé par le gouvernement, est temporaire, devra être remplacé par une organisation permanente. Enfin, les conditions d'admission sont trop strictes. Elles ne prévoient la mortalité infantile : les parents ne peuvent plus considérer la survie de leurs enfants comme un jeu de hasard ; au contraire, ils doivent être encouragés à avoir des enfants. J'ai entendu une femme qui avait mis au monde quatre enfants, dont deux seulement avaient survécu, dire sans ménagements à une infirmière : « Je ne compte que mes deux enfants vivants. »

Aucune de ces suggestions ne pourrait être retenue tant que le contrôle des naissances ne sera pas devenu une option politique. Des groupes minoritaires, comme les musulmans du Bengale oriental, les tribus tribales du Bihar, soutiennent que seuls les Hindous devraient pratiquer le contrôle des naissances. Une telle communauté domine toutes les autres. Les musulmans, musulmans d'origine indienne, prétendent que des changements démographiques sont en train de se produire, ce qui rendrait dans le système politique-économique le contrôle des naissances inutile. Le Bengale-Occidental se plaint d'être les dans les questions de subvention et de développement. Le Bengale oriental est relativement faible au Parlement central, le nombre de sièges étant déterminé par la population d'un État. Même le parti du Congrès ne s'est jamais suffisamment intéressé à la question de la planification pour l'Inde, et les dirigeants communistes pour l'Inde ont des idées très différentes.

SUNANDA K. DATTA-RAY.

« **L** E revenu moyen en Inde ne permet de nourrir que deux habitants sur trois de son pays », estime le professeur Alak Ghosh, de Calcutta, dans un livre récent (1). Ce qui rejoint les statistiques des trois dernières années, révélant une production alimentaire globale égaie seulement le moitié de celle de la Chine : pour 570 millions d'habitants contre 1,2 milliard en Chine, et 100 millions de guinea plus d'Ajoutoune une blague, disperse pratiquement le revenu chinquois et le mibère, disperse pratiquement de rue en Inde, des chèques millionnaires.

On avait pourtant fondé beaucoup d'espoirs sur la révolution verte. Mais celle-ci est pratiquement restée vaine aux régions liguriennes et aux riches agriculteurs, qui dominent les zones du blé : en sept ans, sa production passe de 12 à 30 millions de tonnes. Mais la riz domine toujours, de sorte que le total des grains alimentaires stagne et même recule depuis 1970 : de 108 à 100 millions de tonnes. On espère atteindre les 115 millions du plan pour 1973-1974, car il y a beaucoup de semences de cette année.

Pendant, même cette belle récolte ne suffit pas à sortir de la semi-famine la grande majorité des paysans pauvres. Et le mousson des années suivantes n'est pas garantie. « Totalemt exploités par les ussieurs du village, les paysans indiens sont lourdement endettés et la plus grande partie de leurs gains sont absorbés par les intérêts ; financièrement ruinés, ils se peuvent améliorer leurs cultures et sont souvent forcés de vendre leurs terres aux ussieurs... Dans le pays, on ne voit pas de revenus nets de la culture, moins d'un cinquième va aux paysans et le reste au propriétaire ou revendeur », ajoute Alak Ghosh.

[illegible]

Ceci est un cas extrême, mais 2 kilogrammes de blé représentent le salaire moyen de l'ouvrier non nourri. En période de mortalité, et quand le récolte d'été a manqué, comme au Bihar en automne 1973, les candidats acceptaient de travailler toute une journée pour 1 kilogramme de blé soit trop nombreux pour qu'on puisse les employer tous ! Exposé à la sécheresse, le Bihar est, du surcroît, européen. Cinquante-épi millions d'habitants pour 10,84 millions d'hectares, donc la moitié des labours français, mais un rendement égal au tiers de ceux-ci. Le Bihar donc, Etat à forte dominance agricole, est aussi largement déficitaire, et on parvient même pas à

Certes, le mousson y est irrégulière, mais elle n'est pas la seule responsable. Alors que le Gange, énorme fleuve, traverse le nord du Bihar, il est peu utilisé pour l'irrigation, sauf sur les bouriets de bœufs. Sur les 5,2 millions d'hectares de rizières — le riz est la culture la plus productive, — moins de 900 000 hectares reçoivent une irrigation assurée, et une surface égale est dotée d'une irrigation partielle, qui tarit en fin de culture. Mais le reste, soit les deux tiers des rizières, n'est arrosé que par les pluies, avec toute l'incertitude que cela comporte : cette année, le mousson est arrivée six semaines en retard, et les plants ont manqué pour repiquer toutes les rizières ; l'autre avait séché en pépinières non arrosées.

Il y a pourtant trois grands réseaux d'irrigation assurant la survie des régions Seine-Nord et Garonne. Ils sont susceptibles de fournir une irrigation garantie aux 2,24 millions d'hectares dominés par les canaux; mais ces réseaux ne sont pas terminés depuis de longues années; on n'arrive donc que 590 000 hectares, juste le quart du potentiel. Les chômeurs sont là, surabondants, qui voudraient bien du travail. Et le plan prévoit bien toute une série de « projets de développement agricole » qui changeraient la donne. Mais ils sont tous consacrés aux routes, aux équipements, aux zones pour le hôte anti-érotique ou le rebroussement; rien pour l'irrigation !

On se pose alors des questions : d'étant plus que Gérard Viatello avait relevé, en fin 1972, le même situation dans le région de Bombay, si touchée par la sécheresse, et où les affamés cassèrent des cailloux sur les routes. Au Bangladesh, les paysans de la région de Pabna et de Rajshahi Program 2 s'étaient de même concentrés sur les routes, au dépens des travaux de petite hydraulique. Ces derniers permettent eux trop petits de manger, tandis que les routes donnent aux surplus des riches fermiers un accès plus facile, plus économique, aux marchés. Et surtout la route fait le bonheur des riches. En son ou Bihar, le prix des grains avait augmenté de 100 pour cent en 1973, les paysans s'étaient levés et réduits en poussière 400 millions de grains rationnés à bas prix, alors que le ration normal ne couvrait déjà que le quart des besoins (3). Et les

plus peuvres n'ont même pas de quoi acheter leurs
religions.

Le Bihâr est l'un des Etats où le situation des Intouchables était le plus terrible. Il y a encore dans ce pays des serviteurs à vie, des quasi-esclaves - vendus - à leurs maîtres, encore enfants, souven pour payer les fraie de leurs mariages d'enfants ils doivent alors travailler toute leur vie pour 2 kilos grammes par jour, mais seulement quand leur maître a besoin d'eux. En période de morie-saison celui-ci n'en prend plus soin : on mène l'esclave de l'Antiquité droit(e) nourri toute l'année. Et il n'ont pas le droit de s'embarquer ailleurs !

Quand à ceux qui ne sont pas « vendus », le maître les taxe, ce qui lui permet d'exploiter indirectement celui qui n'accepte pas ses conditions. Au dix-huitième siècle, le maître payait le tiers de la récolte pour son travail, le propriétaire le second tiers, et le troisième part allait à qui des deux fournissait les moyens de production : attelage, outils, eau, semences, fumure. De plus, le maître avait le garant de ses ténures, même héréditaire, et ne pouvait être expulsé. Aujourd'hui, le maître ne peut être expulsé que si le paysan ne fournit tout le travail et tous les inputs, au lieu des deux tiers traditionnels. Il n'a aucun droit, aucune sécurité, et peut être expulsé après chaque campagne de culture.

DES lois sont bien intervenues depuis l'indépendance, limitant au quart du le récolte le parcellaire. Elles ne sont tout simplement jamais appliquées ! Certains Etats ont alors relevé aux sept vingtièmes le part du « landlord », pour être réaliste : cette mesure est toujours ignorée ! Alors Viviane, inquiet des révoltes paysannes du Talengana, prit en 1951 son bâton de pèlerin et parcourut l'Inde à pied, demandant aux riches du bled de lui donner une part de

leurs terres aux peuples.
En 1965, il avait reçu
1 600 000 hectares. Mais
ces terres, dans leur
plus grande partie,

En 1973, le mouvement a reçu en tout 1 800 000 hectares, mais n'a pas encore distribué un demi-million d'hectares, soit 3,5 pour mille des labours indiens, qui sont loin d'être tous viables. Le Bihar et à lui seul, où Vinva a concentré son action, comptent pour le moitié de ces deux derniers chiffres. Dans le district de Gaya, avec 720 000 hectares labours, le mouvement Shudhan (libération : « don de terre ») a reçu 40 000 hectares, mais n'a pu en distribuer qu'environ 15 000 à 16 000 familles ; et il espère en distribuer encore 40 000. Et c'est là que le mouvement se de-

Près de Gays, une équipe de Frères des hommes est venue les aider, avec le dévouement des volontaires : des puits sont creusés, des dunes nivelées et cultivées. Cependant, dès que les volontaires ont quitté ces villages, l'enfer, l'effort s'est relâcé. Les prêts d'équipement ne sont pas bien remboursés, et là réside le drame du crédit rural en pays pauvres : il ne pourra se généraliser si la mesure des besoins tant que la proportion de non-repaiement reste aussi élevée.

A LORS, le métayer ne s'an sort pas, et le petit propriétaire doit toujours verser à l'usurier 150 francs par an, plus 10 % de la somme empruntée cinq à six mois auparavant. Cinq fois par an d'intérêt en six mois, cela fait toujours 100 % par an ! Et le moment où donc venir de répéter aux habitants de payer l'usurier ? Le moment où ils ont tiré jamais avec le seule aide étrangère, qui contrebalance le pillage. Les espérances de l'indépendance, la possibilité d'acquiescer, les vœux de tous les niveaux s'expriment largement sous la plume. Un numéro d'un quotidien de l'Inde en révèle trop d'expériences. Ici, le charbon voit chaque nuit à chaque heure sa valeur doubler. Là, le pétrole est si cher, si suffisant, l'électricité s'arrête. Sont climats, on débouche à Daili les ouvriers du bâtiment. Soudainement ingénieurs accablés de corruption procurent aux habitants de la ville, les villages, les zones sociales, arrachent le pouvoir à toutes les élites corrompues, du village à la ville, jama l'Inde ne

Mais il faudrait d'abord reconnaître les insuffisances du Mahatma Gandhi, en matière de développement. Le Shudra veut que ses paysans broient leurs grains à la meule et pierre, mais c'est le meunier, qui en une heure en écrase 2 kilogrammes. Et Gandhi n'a pu extirper l'intouchabilité, car il prêchait aussi le renforcement de l'hindouisme, pour qui l'intouchabilité est un dogme. Les intouchables et tous les pauvres de l'Inde ne s'en tirèrent que s'ils organisèrent la résistance à tous les abus, allant des mépris à

En 1952-1958, dans un rapport de mission de l'ONU sur le développement communautaire, je conclusais que moutage et usure étaient les principaux obstacles au progrès agricole (4). En 1973, je retrouve les mêmes obstacles, mais une situation alimentaire

encore aggravée.

(1) *Indian Economy, its Nature and Problems*, par Alak Ghosh, World Press, Calcutta, 1973.
(2) *The Illustrated Weekly of India*, 30 septembre 1973.
(3) A Bombay, la ration était de 1 kilo de grain par personne et par mois; et le riz, au marché libre, valait, en septembre, de 5 à 8 roupies le

(4) J'ai décrit la situation de 1953-1959 dans
Terres vivantes. Plon. 1961.

LES RICHES ET LE TIERS-MONDE

Les déséquilibres entre l'hémisphère nord, industrialisé, et la moitié sud, sous-développée, de la planète constituent le plus grave problème du monde moderne : plus que tout autre chef d'État, John F. Kennedy avait insisté sur ce thème qu'il était alors possible d'aborder "à froid". C'était il y a treize ans...

Contraint par l'augmentation du prix de l'énergie et par les menaces analogues qui planent sur d'autres matières premières, le monde industrialisé doit mainte-

nant affronter "à chaud" un problème qu'il a laissé dangereusement s'aggraver. C'est en même temps pour lui l'occasion de revoir les deux aspects complémentaires du même drame : sa propre conception de son développement économique, et ses relations économiques avec le tiers-monde.

Les articles réunis ici illustrent divers éléments nouveaux de l'inquiétude des pays riches et des espoirs de certains pays sous-développés.

La course aux matières premières

(Suite de la première page.)

Des huit autres partenaires de la Communauté, par contre, deux seulement ont une production de minerais qui dépasse le négligeable tout en étant très labile : l'Allemagne fédérale (quelque 5 % des besoins) et le Royaume-Uni (20 %). Cependant, toutes ces productions, y compris celle de la France, sont en baisse, car leur teneur en fer est très faible : 30 à 35 %, alors que les minerais espagnols et vénézuéliens par exemple tirent 65 %, ceux du tiers-monde en général entre 80 et 90 %. La raison d'une dépendance des Neuf qui a toutes chances de s'aggraver dans l'avenir, y compris pour la France (entrée en production de Fos), est moins en effet un manque de ressources — encore que celles-ci soient en tout état de cause insuffisantes — que l'insupportabilité de la exploitation d'acier, restreinte : les meilleurs gisements sont depuis longtemps épuisés, le minerai lorrain est phosphoreux et difficile à éliminer. Si, par ailleurs, l'Australie a fait depuis quelques années une vigoureuse percée, avec une production atteignant 40 millions de tonnes en 1972, celle-ci est et sera de plus en plus utilisée d'abord pour une transformation locale grandissante et pour subvenir partiellement aux besoins du Japon,

l'approvisionnement de l'Europe ne venant qu'en complément. L'Europe des Neuf est donc condamnée à dépendre de façon vitale et sans doute encore des fournitures des pays du tiers-monde, et sept États sont ensemble responsables de plus des neuf dixièmes de la production (chiffres de 1972 arrondis, en millions de tonnes) : Brésil (22,5), Inde (21), Libérie (17), Venezuela (11), Chili (7), Pérou (6), Mauritanie (6). Seuls les deux premiers ont une sidérurgie comptant sur le plan international et en croissance, n'en faisant pas moins des disponibilités exportables dépassent les trois quarts de la production de minerai pour le Brésil, les deux tiers pour l'Inde. Jusqu'ici, de ces huit pays seuls le Brésil et le Venezuela ont en Afrique semblent avoir contribué à l'approvisionnement de l'Europe, auxquels il faut ajouter en Afrique des producteurs secondaires mais non négligeables comme l'Angola ou la Sierra-Leone. Sur le papier, une réaction même partielle mais notable de leurs fournitures pourrait pour les sidérurgistes européens une crise qu'ils ne pourraient surmonter. Mais en vérité que la réalité est infiniment plus complexe que les chiffres bruts qu'on a la possibilité de connaître d'une telle réaction.

et de l'énorme production des États-Unis, qui se classent au premier rang mondial avec 1,38 million de tonnes de minerai (métal contenu) en 1970. Les États-Unis sont cependant défectueux, et la dépendance globale des pays développés (parmi lesquels seul le Canada est autosuffisant et même un peu plus) à l'égard des sous-développés est en 1970 d'un ordre de 40 % des besoins. Elle tend à croître.

Métaux d'appoint : des carences encore plus considérables

CETTE dépendance concernant des métaux premiers industries de base, dont les exportations mondiales s'élèvent en millions de tonnes, s'ajoutent nombre de dépendances beaucoup plus préoccupantes, acquiescées en pourcentage des besoins, mais qui concernent des matières premières d'appoint dont le manque partiel ou total aurait des effets verticaux d'un produit à l'autre.

Les pays capitalistes riches dépendent ainsi globalement des pays pauvres à concurrence de plus des neuf dixièmes de leurs besoins en étain et en antimoine, desquels les Neuf sont totalement dépourvus (sur des traces d'étain en Grande-Bretagne). Mais l'intérêt semble devoir se porter plus spécialement sur quatre métaux qui se trouvent aujourd'hui à la base de la

pays, dont deux volants latino-américains : Chili et Pérou (715 000 et 285 000 tonnes respectivement en 1970), et deux volants africains : Zambie et Zaïre (720 000 et 440 000 tonnes). Ces quatre pays ont constitué en 1957 le CIPPEC (Conseil intergouvernemental des pays exportateurs de cuivre) afin de contrôler l'offre mondiale de cuivre et d'influer sur les prix, sans grand succès jusqu'ici : le Bulletin de la Kreditbank publié en octobre 1971 est formel sur l'échec de l'initiative. Mais, en attendant, il n'en demeure pas moins qu'il y a un problème de concurrence qu'il faut résoudre, et que le rôle du CIPPEC est d'importance primordiale.

La situation est tout autre pour les grands produits alimentaires dont le tiers-monde est producteur majoritaire ou exclusif, car si nos systèmes ne sauraient se passer de minerai de fer, de bauxite ou de cuivre, l'organisme humain supporte sans dommage majeur d'être privé de café ou de thé, de cacao ou de bananes, etc. De même le coton du tiers-monde ne saurait, pour diverses raisons, être regardé comme un produit-clé, et le caoutchouc naturel n'apparaît vraiment tel que dans la perspective où une réaction pétrolière prolongée et aggrave obligera à réduire sévèrement la production de synthétique. Déjà la demande de caoutchouc naturel d'origine et les cours se relèvent vigoureusement, dépassant leurs meilleurs niveaux depuis la guerre de Corée.

Les incidences réelles des hausses de prix

CECI nous fait toucher du doigt que le problème posé aujourd'hui aux pays consommateurs est véritablement deux aspects : un front commun des principaux producteurs du tiers-monde de tel ou tel produit peut avoir d'énormes effets sur la vie économique des pays riches, mais c'est la cas pour le pétrole, visé des objectifs politiques ou économiques-politiques plus larges et plus fondamentaux, appelant des mesures drastiques, pour une explication plus ou moins poussée de l'indépendance.

C'est déjà presque une évidence que la première hypothèse — pure et simple guerre de prix — était réalisable dans le tiers-monde, et que les prix ont subi de profondes modifications. Mais cette hypothèse pose la question de savoir dans quelle mesure les économies pourraient supporter de considérables relèvements des prix de tout ou partie des produits de base échelonnés du tiers-monde.

Des experts de l'INSEE ont récemment calculé qu'un doublement du prix du pétrole entraînerait un relèvement général des prix de 1,2 % (5). En extrapolant, nous pouvons avancer qu'un doublement des prix de tous les produits de base (journées) entraînerait un relèvement général des prix de 10 % (6). Mais cette hypothèse pose la question de savoir dans quelle mesure les économies pourraient supporter de considérables relèvements des prix de tout ou partie des produits de base échelonnés du tiers-monde.

DEPENDANCE DES NEUF DE LA COMMUNAUTE, EN 1970, AU REGARD DES PAYS DU TIERS-MONDE

Produits	Deux approchés de la dépendance en % des besoins	Principaux fournisseurs
Pétrole	du pétrole : plus de 85 % de l'énergie : 45 % de l'énergie en 1972 : 65 %	Proche-Orient et Afrique du Nord.
Minéral de fer	de 40 à 45 %	Libérie, Mauritanie, Angola, Sierra-Leone, Venezuela, Brésil.
Bauxite (ou alumine)	en 1972 : 50 %	Guinée et, accessoirement, Amérique centrale.
Minéral de cuivre et d'argent	75 %	Zaïre, Zambie, Chili.

(5) Éclairage, 9 novembre 1973.

(6) Ibid., n° 330, du 23 novembre 1973.

Bauxite : tributaire de la Guinée

LA production de bauxite de la Communauté des Neuf, assurée presque exclusivement par la France, est élevée de 500 000 tonnes en 1970 à 5,5 millions en 1972. Les productions correspondantes d'aluminium de première fusion, qui sont le fait de cinq des Neuf, se sont élevées respectivement à 1 million et 6,5 millions de tonnes. Mais il faut presque constamment et constamment en termes industriels, six tonnes de bauxite brute pour obtenir, après passage par la chaîne intermédiaire de l'alumine, une tonne de métal. Les productions de métal d'aluminium correspondent donc à 4 millions de tonnes de bauxite en 1970 et à 6,5 millions en 1972, à supposer que la France ne fasse aucune livraison de sa production excédentaire en dehors des Neuf, ce qui est loin d'être certain (cas de la Suisse).

Par contre la Grèce, qui a une production de bauxite inférieure d'un cinquième en moyenne à celle de la France et qui en exporte une très grande partie, et surtout l'Australie, qui a fait dans ce domaine également une récente percée la portant en 1972 au premier rang mondial avec 14 millions de tonnes de bauxite, exportent ensemble quelque 14 millions de tonnes aux pays producteurs d'aluminium, totalement privés de bauxite (Japon, Canada, Norvège et autres pays d'Europe) ou dépendamment déficitaires (États-Unis). Mais le déficit global du monde capitaliste dépendant avoisine 60 % des besoins en 1972, et les ventes mondiales de bauxite ont augmenté tout vers les États-Unis et le Japon. Aussi peut-on avancer que la dépendance des Neuf au regard des fournitures demandées au tiers-monde se situe en 1972 (compte tenu en outre de quelques faibles livraisons des pays du globe) assez près de la moitié de leurs besoins globaux.

Le tiers-monde, en effet, intervient en 1970 pour 84,5 % dans la production de bauxite du monde non socialiste, et pour quelque 57-58 % en 1972 (donnée de l'Australie). Cette production concentrée pour près des neuf dixièmes entre quatre principaux producteurs : les trois grandes d'Amérique centrale, Jamaïque, Suriname et Guyane, avec respectivement 12,5, 7,8 et 5,7 millions de tonnes en 1972, et la Guinée 2,6 millions de tonnes (terres réservées). La dépendance ici est donc à la fois plus forte que pour le fer et met



MOINS D'UN SIÈCLE PLUS TARD. (Photo Roger Viollet.)

De ce point de vue, l'Europe devra compter davantage sur ses ressources.

une importance considérable dans l'industrie moderne : ne dit-on pas que sa consommation dans le monde a été de près de quarante fois en quarante ans ?

fabriquer de la plupart des métaux-alliages et des aciers spéciaux : le manganèse, le chrome, le cobalt et le tungstène.

Des deux premiers, à part une production échantillonnée de manganèse en Italie, les Neuf sont totalement dépourvus et la dépendance globale du monde capitaliste développée à l'égard du monde sous-développé va des trois quarts aux quatre cinquièmes. Elle avoisine les quatre cinquièmes, y compris pour les Neuf, en ce qui concerne le cobalt, dont seuls pays le Zaïre, la Zambie et le Maroc, avec quelque 80 % de la production du monde non socialiste.

Quant au tungstène, sa production mondiale en 1970 représentait pour 52 % des pays socialistes (chiffre en 1968), les 48 % restants se partageant à égalité entre pays capitalistes développés et sous-développés. Les premiers sont donc fortement

80 % du cuivre importés

LE cuivre, métal aux multiples applications, n'est aujourd'hui presque plus exporté des pays producteurs-vendeurs sous forme de minerai en raison de la très faible teneur de celui-ci. Les exportations sont le fait de quelque soixante pays du tiers-monde et se font presque totalement soit sous forme de minerai de fondrière (produit intermédiaire), soit sous forme de produits raffinés destinés directement aux industries de transformation. Ce qui explique la situation pour l'Europe des Neuf est qu'elle ne dispose pratiquement plus d'auton minerai. Sa production de métal raffinée en 1970 provient donc d'une part, à

concurrence de près de 600 000 tonnes, de quelques minerais et surtout de cuivres ou tonneries importés, et d'autre part, de hautes de près de 400 000 tonnes, de la dernière fusion de produits de récupération. Ces dernières 400 000 tonnes constituent en définitive la seule production propre. La consommation des Neuf se situait en 1970 à environ 2,1 millions de tonnes, la dépendance générale ressortait en chiffre arrondi à 80 % des besoins. La situation est moins désastreuse pour l'ensemble du monde capitaliste développé, en raison d'une production considérable de minerai supérieur aux besoins

مركز لاجل

— LA CONFERENCE DES
CONSEILLERS ET ATTACHES JURI-
DIQUES D'AMBASSADE a offert un
lunch à l'intention des diplomates et
juristes qui ont pris part aux pre-
mières journées d'étude de sa cin-
quième année. Elle rappelle qu'il est
possible d'obtenir communication des
travaux de ses quatre sessions précé-
dentes en s'adressant au secrétariat :
1, avenue de Coëmoens, 75016 Paris.
Téléphone : 870-33-87.)

PATRICK DE BUSE

(5) Voir la communication au vingt-neuvième congrès des orientalistes (Paris, 1973) du professeur Frank C. Langdon, de l'université de Colombie britannique (Canada), *Japan's Economic Approach to Southeast Asia*.

Cynisme, pétrole et diplomatie

Trial	Control (%)	MCI (%)	AD (%)
1	95	85	75
2	95	85	75
3	95	80	70
4	95	78	68
5	95	75	65

« L'effluve tranquille, Robert E. Hunt, l'effluve éloquent lorsqu'il se demande si tout, la politique éternelle des États-Unis, sa fausse route ne sont-elles pas fondamentalement liées, si cela ne doit pas étonner et leur intérêt, si tel ne serait pas de reconnaître l'importance des États-Unis. Mais c'est pour exhorter ensuite à des usines de raffinage à l'étranger.

recherche
politiquement
faire un
des indices
de, projet
C.) peuvent
se dépasser
al, par la
simplicité
de d'arriver
us tôt que

mondiale
Paris, 1972,
Jurnal Enjeu
1972, 300 p.,
Dit in the
York, 1972,
y a Crises
Foreign Policy
passé.

capitalisme britannique, son double visage, puissent pour le capitalisme financier, châtié pour le capitalisme industriel, qui expliquent que le City pouvait connaître une extraordinaire prospérité alors que le Grande-Bretagne était « l'homme malade de l'Europe ». Bien malade en effet un pays où l'on n'investit pas ou peu et où le taux de croissance annuel, de 1955 à 1968, n'est dépassé que deux fois de 2,8 %.

(1) *The Economist*, 15 décembre 1973.
(2) « Les Britanniques seront-ils les champions de la supranationalité ? », *Le Monde diplomatique*, mai 1973.

À contradiction entre ce faible taux de

ni Anthony Eden, ni Harold Macmillan, ni

(1) *The Economist*, 15 décembre 1973.
(2) « Les Britanniques seront-ils les champions de la supracoréonnalité ? », *le Monde diplomatique*, mai 1973.

(1) *The Economist*, 15 décembre 1973.
(2) « Les Britanniques seront-ils les champions de la supra-rationalité ? », le Monde diplomatique, mai 1973.

100

10

ENC: SURSAUTS

la naissance de l'Union du centre, soutenue par la petite bourgeoisie, qui des généraux, — que deux fa rivaux de l'armée aient poursui

100-443886-100

Ce retour au professionnalisme militaire pourra-t-il apporter au moins un commencement de solution à la crise économique chaque jour plus dramatique pour la population, ou bien la seule raison d'être de la nouvelle junte est-elle de maintenir l'ordre ?

Dans tous les cas, ce changement de pouvoir, que l'on pourrait presque qualifier de « normal », sous un tel régime, ne saurait être le résultat d'un événement capital pour la Grèce : l'irruption violente sur la scène politique d'une nouvelle génération de jeunes étudiants et ouvriers qui se sont politisés, sous la direction de leurs professeurs, au cours des dernières années. Ils ne veulent plus subir les conséquences d'une guerre civile terminée avant leur naissance. Ce sont eux désormais qui portent les espoirs du peuple grec.

MICHEL CADATZIS

UNION SOVIETIQUE

Malgré les réticences de certains partis

s'arroge le droit de juger l'action de chaque parti. On comprend que l'Union soviétique désire organiser sans trop attendre une nouvelle conférence qui lui permette de faire passer ses idées dans les mœurs la conception adoptée il y a quatre ans.

On comprend aussi que les parties qui avaient voté contre cette partie du document de base (Italien et australien par exemple) ou qui l'avaient adoptée avec des réserves (comme les Roumains et les Espagnols) veulent élever la plus possible, s'ils ne peuvent l'assemblée, la convocation d'une nouvelle assemblée.

Une raison supplémentaire peut inciter les partisans de l'indépendance à tempo-

riar. Personne ne prévoit encore ce que sera dans les pays d'Océanie les conséquences de la dernière guerre mondiale. Les prévisions de la production économique seront révisées, que la paye sociale politique sera modifiée. Quella doit être dans cette crise l'attitude des partis communistes ? A d'autres époques, ils ont demandé pour mission de souffrir sur les loix de la morale et de la religion, du capitalisme sans trop se soucier des intérêts immédiats de la population. Certes, l'U.R.S.S. a maintenant intérêt à préserver un minimum de stabilité chez des adversaires qui sont devenus ses partenaires. Mais, maintenant, le rôle du communiste est, justement, de faire du capitalisme de M. Brejnev, sans pour également estimer que l'occasion est bonne pour essayer de faire ce qu'elle annonce depuis des

lent le croissement de ces derniers). Si une telle évolution se produisait, ne serait-il pas difficile pour un grand parti communiste d'Occident de rendre des comptes à la fois au prolétariat de son pays et au « prolétariat mondial » ? Ceux qui, avec M. Berlinguer, ont mis l'accent sur « les conditions, les sentiments, les intérêts nationaux » risqueraient de se trouver dans une situation embarrassante.

Destins des révolutions, des dictatures, de l'Église

[illegible]

populaire. Mais ils ne sont pas les seuls. L'ordre établi, toutes les classes, tous les pouvoirs restent les complices de ces maux et politiques iniques. Mais, dans l'attente d'un véritable mouvement de Guevara, encore minoritaire, à terre, mais dans la guirlande des Heider Canara, archiduc de l'ordre, il y a les seuls exemples de ce qui la violence est d'abord seule. Ils sont les seuls à être les seuls prêts à combattre pour un social. Le « long marche », commence pour l'Eglise d'Amérique.

choyages, *Destin du Brésil*, Ed. Gémblaux, Belgique, 1973, 330 p.
 e Garnier, *Une ville, une révolution*, Editions Anthropos, Paris, 1973.
 Halperin, *The Rise and Decline of*
 University of California Press,
 d. 366 pages.
 Journé, *Political Leaders of Latin*
 in Books, 1968, England.
 nalgat, *L'Amérique latine ou*
 le, 1928-1929, Editions Riebellan.
 ivers contemporain », 414 pages.
 ch, *Du Mexique à la Terre de*
 te en colère, Bordes « Poche ».
 F.

[illegible]

NICE EST LA VILLE
IDÉALE DES CONGRÈS
OFFICE DE TOURISME
SYNDICAT D'INITIATIVE:
32, rue Hôtel-des-Postes - Tél.: 85-25-25/26
Télex: Accueil Nice: 400-42.



ÉCONOMIE

UN MARCHÉ POUR LA FRANCE

«Tous les cinq ans, la France redécouvre le Québec. Ce propos déstabilise qui court dans les milieux franco-québécois en dit long sur les relations postmodernement déstabilisées qui existent entre les deux pays. La France est le client qui a le plus augmenté sa position dans les statistiques québécoises du commerce extérieur depuis quelques années. Les importations françaises en provenance de la Belle Province ont augmenté de plus de 50 % depuis 1970. La France n'est-elle pas le seul pays qui, depuis 1966, ait gagné trois rangs dans la classification des principaux clients étrangers du Québec? Oui, mais... Elle ne reçoit que 1,9 % des ventes du Québec à l'étranger. Le principal (62,15 %) va vers les États-Unis, et le plus grande partie du reste vers le Royaume-Uni.

De longue date, le Québec a attiré, à partir des États-Unis, entrepreneurs et capitaux américains. Donner le plus aux anglophones des autres États de la confédération canadienne n'est donc pas l'un des motifs de son succès. Le temps passe et la prospérité s'élève, la province francophone s'approprie maintenant à emboîter le pas aux autorités d'Ottawa pour mettre au point à son tour et à son échelle une politique plus sélective des investissements étrangers. Les importantes réserves de matières premières et les larges ressources en énergie de Canada en général et du Québec en particulier attirent les entreprises de tous les pays du monde. Une récente enquête pratiquée auprès de 220 firmes qui font environ 60 % du total des investissements non agricoles dans la province du Québec a montré qu'elles avaient l'intention d'augmenter leurs mises de 30 % en 1975. De nombreuses firmes américaines qui souffrent de la mauvaise conjoncture aux États-Unis se rebloquent naïvement sur le Canada, dont les actifs, pour la moitié, seraient déjà sous contrôle américain.

En 1974, alors que le produit national brut aura diminué d'environ 1,5 % aux États-Unis, il aura augmenté de 4,5 % au Québec; et pour 1975 la score devrait s'établir respectivement autour de -1,5 % et +3,5 % avec un taux d'inflation de 10 à 12 %. Le boisson de la demande ne touche pas encore le marché canadien. Quand on produit 560 millions de barils de pétrole par an, comme c'est le cas du Canada grâce à l'Alberta, on ne s'inquiète pas d'usurper des modèles américains dévotement d'énergie. On chauffe aussi joyeusement, liant chaque jour dans la presse des informations nouvelles concernant le gigantesque projet d'équipement hydroélectrique de la baie James: 12 milliards de dollars, sur un territoire de forêt grand comme plus de la moitié de la France, et tout cela pour doubler le potentiel de production d'électricité afin de répondre à des besoins qui sont déjà —

reportés aux six millions de Québécois — les plus élevés du monde après ceux des Norvégiens. Les Québécois ne sont cependant pas dupes de leur prospérité présente. «Les investissements étrangers ne doivent pas avoir seulement pour objet de porter nos matières premières au profit de nos ressources d'énergie», disent-ils. Les matières premières doivent d'être transformées sur place et la province a conscience qu'elle peut faire mieux que d'exporter simplement des minerais ou du bois de l'autre côté de la frontière, comme on le voit, le cas nouveau. Par ailleurs, l'énergie, si elle est encore relativement bon marché, localement, est comprise. Le projet de la baie James suffit tout juste à couvrir les besoins en 1975 et le prix du pétrole même celui de l'Alberta — ne saurait rester définitivement bas. Bien sûr, les vicissitudes de l'économie canadienne deviennent incertaines à la présente. Si la conjoncture ne se renverse pas et si la demande ne reprend pas aux États-Unis d'ici au milieu de 1975, le Canada en souffrira, car c'est là qu'il envoie plus de la moitié de ses exportations. Le Québec le sait. Il est d'ailleurs d'une prudence toute spéciale lorsqu'il s'agit d'acquiescer son agent voisin. Son entreprenariat commercial traditionnel, le Royaume-Uni, est, lui aussi, en mauvaise posture, et le vainc membre de la Communauté européenne.

A L'INTÉRIEUR, la politique de grands travaux du Québec est un plan d'urgence contre un éventuel ralentissement d'activité. Outre la baie James, on a entrepris la construction du centre olympique pour les Jeux de Montréal en 1975, l'édification de nombreux hôtels sur les bords du Saint-Laurent, la préparation du nouvel aéroport international (le Mirabel), etc. A l'extérieur, le développement de liens économiques avec de nouveaux partenaires répond aussi aux préoccupations du moment. Des accords sont négociés avec la Communauté européenne. La préférence impériale britannique doit disparaître pour tous les produits du Commonwealth à la fin de 1977, mais un accord particulier a été signé de l'application de la préférence communautaire un certain nombre de produits que le Québec fournit largement à la Grande-Bretagne: papier journal, pâte à papier, contre-plaqué, plastiques. Le premier chef d'état étranger reçu officiellement par le président Gendreau d'Eximco a été M. Elliott Trudeau, premier ministre du Canada, suivi par de temps après par M. Robert Bourassa, premier ministre du Québec. Ainsi la vieille France, qui donne jadis son langage à la Belle Province, se trouve-t-elle aujourd'hui en position d'entretenir de nouvelles relations privilégiées avec elle. Trois cents ans après Champlain et quatre ans après de Gaulle, c'est le Québec qui redécouvre la France. A G.

La mise en valeur des ressources

MONTREAL, ville chaude. C'est ce que constate l'urbanisme en plein hiver. «Les Québécois ne semblent pas avoir de crise de l'énergie», ironisent en ces jours de fin 1974 et début 1975 les visiteurs des gracieuses bords du Saint-Laurent. Boulevard Dorchester, le Robert Boyd, président de la Société d'énergie de la baie James et vice-président d'Hydro-Québec, qui contrôle la quasi-totalité de la production et de la distribution d'électricité de la province, explique: «Jusqu'à présent, nous avons pratiqué des tarifs très bas parce que presque toute l'électricité était d'origine hydro-électrique. Mais la consommation double tous les ans, avec le projet d'équipement de la baie James, nous allons passer dans deux ou trois ans d'ici 1982. Dès l'année prochaine, ou au plus tard en 1976, il faudra élargir encore nos moyens de production en 1980 pour les six années entrantes. Il reste encore des possibilités d'équipement hydro-électrique au nord et au sud de la région actuellement en cours d'équipement, mais même en les exploitant entièrement, il faudra recourir à la production nucléaire. A mesure que nous ferons appel à de nouvelles sources d'énergie, nous devons songer à entretenir l'ère des économies. Jusqu'à présent, Hydro-Québec avait des programmes de promotion publique. Désormais, c'est plutôt «l'usage rationnel» qui est préconisé. Nous avons annoncé une augmentation de 10 % du prix de l'électricité pour 1975 et demandé l'augmentation de hausse de 10 % en 1976 et encore ensuite en 1977. Il est vrai que cela représente en réalité une diminution en valeur réelle compte tenu de l'inflation».

Ainsi, le citoyen québécois, médiateur d'argent de la consommation d'électricité dans le monde (après le Norvège), se trouve-il à son prix. Pour ce qui est de l'électricité: 86,7 milliards de kilowatts en 1973 au lieu de 80,4 en 1972. Le bulletin du territoire de la province est recouvert d'eau, et elle vit dessus, même si la faible densité du territoire oblige à aménager des espaces éparpillés. Avec l'équipement du territoire de la baie James, qui grandit à la moitié de la France, qui, comme il y a deux ans, se poursuivra jusqu'en fin de la décennie, le pays vit à l'heure des grands travaux.

La consommation d'électricité, même si elle augmente de 10 % par an, ne représente que 31 % de la consommation totale d'énergie de la province. Il faut compter aussi avec le gaz (moins de 5 %), le charbon (moins de 2 %), et surtout le pétrole: 73 %. Au total, la consommation d'énergie au Québec a doublé entre 1970 et 1985. Mais la consommation du pétrole, qui a une place prépondérante actuellement, ne devrait avoir qu'une croissance annuelle moyenne de 4 à 5 %. Soutenus de réductions de dépenses, «l'or noir», le Québec est comme la plupart des autres États. Il faut dire cependant que la crise de l'énergie, au lieu de

De notre envoyée spéciale

compromettre son équilibre économique, a plutôt mis la province en meilleure posture pour les années à venir. La solidarité canadienne jouant en faveur de la province francophone, le contrôle de l'Alberta devient un atout pour elle. Des approvisionnements sûrs en pétrole à bon marché et une complète autonomie en matière d'électricité: quel-est-ce que le Québec peut demander de plus?

Le projet de la baie James

RELEVÉ un défi, peut-être. Au nord-ouest de la province, des milliers de kilomètres de route sur neige, des ponts de glace sur lesquels passent des poids lourds, des campements provisoires bien établis, des ponts aériens et des hommes qui travaillent en défilé de tout à débourner trois fois dans des galeries gigantesques et à établir quatre gigantesques barrages capables de produire 10 millions de kWh en 1985, c'est une aventure.

Les quelque neuf mille Indiens et Esquimaux qui peuplent et chassent dans la région viennent, après des mois d'hostilité au projet, de signer un accord avec le gouvernement fédéral. La Société d'énergie de la baie James s'engage à leur verser 50 millions de dollars de dédommagement et de redonner dans les années à venir. On en fera-t-elle? Cette région n'est pas le Far-West, mais elle en tient, le Far-North. Cinq mille hommes sont arrivés pour travailler loin de tout. La plupart sont des journalistes dont le billet de retour vers le monde habité ne sera payé qu'après un mois et demi de séjour. Les salaires payés à l'heure sont l'attraction principale du lieu. On ne les voit d'ailleurs pas.

Au plus fort des travaux, en 1977, la Société d'énergie de la baie James emploiera deux mille personnes sur le gigantesque territoire de l'Arctique dont le quart sera inondé au lieu du cinquième présentement. Les responsables du projet se disent de cette initiative: «On considère qu'il faut multiplier par quatre le nombre des postes de travail par notre projet pour évaluer la totalité des ressources employées dans la province à cette occasion.» C'est dire que les travaux entreprises jouent un rôle considérable d'entraînement dans l'ensemble de l'économie québécoise.

Le coût de cette affaire? Douze milliards de dollars: 60 milliards de francs actuels. Seulement la moitié représente des coûts di-

rects: les frais financiers des emprunts (3,5 milliards de dollars) et les décaissements du devis initial (2,5 milliards de dollars) sont prévus, obligeant à doubler le chiffre. Au printemps dernier, le sabotage qui a déformé par le feu cinq câbles d'acier deux réservoirs de fuel, déformé trois grues électriques à corps de bulldozer, et provoqué la fermeture provisoire du camp L-5, a été évité grâce aux neuf cents ouvriers travaillant à l'un des quatre barrages de la Grande-Rivière, a augmenté encore le coût du projet. Il restait aussi sans doute les débris de fourniture des premiers kilowatts prévus pour 1980. Parta devant l'opinion publique et examinée par la justice, est incident fait ressortir les manœuvres violentes et les rivalités entre syndicats pour contrôler l'embarquement ainsi que l'embarquement des dirigeants, virent font subir personnellement aux responsables des travaux, parfois assez folles pour l'accepter.

La Société d'énergie de la baie James, qui a depuis trois ans la responsabilité de la construction des nouveaux ouvrages, et la société d'exploitation qui s'en servira par la suite sont toutes deux entièrement contrôlées par Hydro-Québec. Trente ans après sa création, les Québécois ont vu dans cette dernière un procureur heureux, puisque plus rentable de nos entreprises publiques européennes. C'est en 1964 pour prendre la direction d'une société privée, le Montreal Light Heat and Power, et de deux années d'acquisition, Hydro-Québec n'a tout de même pas un essor véritable qu'en 1968, au moment de la nationalisation de la plus grande partie de ce qui restait comme entreprises privées d'électricité dans la province. Son originalité est d'être constamment restée financièrement indépendante de son gouvernement de tutelle. «Elle ne lui a pas coûté

A Mirabel, ça ira, ça ira!

Mirabel, c'est le nouvel aéroport futuriste de la région de Montréal, le plus gros jamais construit en Amérique du Nord. L'aménagement de 35,612 hectares de terrain (Dallas Fort Worth: 7.100 hectares, Charles De Gaulle: 3.000 hectares), le réaménagement des systèmes de gestion, le choix de localisation d'infrastructures industrielles, tout cela requerra une intervention ferme du gouvernement québécois. On nous confia donc le soin de préparer un schéma de développement global.

En collaboration avec plusieurs organismes et la majorité des ministères québécois, l'Office de planification et de développement du Québec se fixe les objectifs suivants: créer l'harmonie entre l'aéroport et sa région, maximiser les effets économiques dus à la création de cet aéroport et procéder à la réorganisation du territoire.

A Mirabel, ça ira et à l'Office de planification et de développement du Québec, nous sommes fiers de contribuer à placer...

le Québec en tête!



OFFICE
DE PLANIFICATION ET
DE DÉVELOPPEMENT
DU QUÉBEC

GOVERNEMENT
DU QUÉBEC

مكمان الأعمال

TAIWAN

L'« autre Tchiang »

Par ELIE MARCUSE

TCHIANG KAI-SHEK eut officiellement quatre-vingt-dix ans le 21 octobre (en fait quatre-vingt-neuf) (1) sans que l'événement ait troublé qui que ce soit à Taïpei, en faisant nommer le 28 mai 1972 son fils aîné, Tchiang Ching-tuo, à la présidence du conseil, deux mois à peine avant d'être frappé par une pneumonie qui l'immobilisa jusqu'en août dernier, le généralissime eut apparemment gagné la partie de la continuité.

En un peu moins de dix-huit mois, en effet, si l'« autre Tchiang » n'a pu faire complètement oublier la réputation des années 50, il s'est acquies, par de fréquents contacts avec la population, autant que par son accord d'élargir la participation taïwanaise au gouvernement, avec le respect dont jouit son père, du moins une incontestable popularité.

Contrairement à ce que pensaient beaucoup, il fit entrer dans son cabinet six ministres d'origine taïwanaise, organes en décembre 1972 des élections partielles qui augmentèrent de cinquante-trois députés la représentation taïwanaise au Parlement, nomma à la mairie de Taïpei un jeune juriste taïwanais et s'entoura d'une équipe de technocrates formés aux États-Unis.

LES années passées par Tchiang Ching-tuo en U.R.S.S. ont longtemps laissé planer un doute dans les rangs du Kouomin-tang, dans les milieux d'affaires taïwanais et à l'étranger sur ses objectifs réels, impression d'ailleurs renforcée par son contrôle absolu sur la police secrète et par le mystère dans lequel il s'est toujours complu. Envoyé à seize ans par son père à l'université Sun Yat-sen à Moscou, ce n'est qu'en 1937 qu'il regagna la Chine, Tchiang Kai-shek ayant rompu avec les Soviétiques en 1927 ; au cours de ses douze années en Union soviétique, Tchiang Ching-tuo s'est inscrit au P.C., a occupé diverses postes administratifs, dont celui de sous-directeur d'une usine de machines dans l'Oural, épousé une Soviétique, et, « récipiendaire » par Moscou, aurait même été jusqu'à quitter son père de « contre-révolutionnaire », ce qui semblait confirmer, d'ailleurs, la période de « réduction » de deux ans à laquelle le soumit ce dernier à son retour.

Ce n'est donc qu'en 1940, à l'âge de trente ans, que Tchiang Ching-tuo prend ses premières fonctions en tant que commissaire administratif du Sud-Kiangsi, poste qu'il quitte en 1945 pour devenir commissaire pour la région du Nord-Est, avant d'être nommé en 1946 commissaire pour la réforme économique à Changhaï ignorant la méfiance du Kouomin-tang. Tchiang Kai-shek en fait son conseiller dès 1948 et le charge de l'organisation du Kouomin-tang à Taïwan, après le débâcle nationaliste ; de 1950 à 1954, directeur du département de politique générale au ministère de la défense, il met en place dans l'armée un réseau de commissaires politiques sur le modèle soviétique ; simultanément, de 1950 à 1952, il siège à la commission de réorganisation du Kouomin-tang et, dès 1952, crée sur le modèle des Komzobats soviétiques le Mouvement des Jeunes de Chine, qui regroupe aujourd'hui quelque trois cent mille jeunes de quinze à trente ans.

DE 1957 à 1964, Tchiang Ching-tuo, qui contrôle déjà la police secrète, renforce son emprise sur l'armée en créant le système d'assistance professionnelle aux armées combattantes, qui recrute en l'espace de quinze ans quelque deux cent vingt-cinq mille soldats.

(1) Tchiang s'est « réjoui » de deux ans à l'occasion de son mariage avec Sung Mei-ling, le 1^{er} décembre 1927.

Ministre de la défense en 1955, vice-premier ministre et président des principaux comités de planification économique, confiant en fait le premier ministre Yen Chia-kan avant même de prendre sa succession en mai 1972, Tchiang Ching-tuo est donc resté un demi-siècle dans l'ombre de son père.

Que le second du nouveau premier ministre de donner du régime une image plus théâtrale lui ait été dicté par la nécessité de faire l'union des deux millions de Taïwanais et des trois millions de « continentaux », à l'heure où le régime fait face à un isolement diplomatique sans précédent, est indiscutable ; Tchiang Ching-tuo n'en décide pas moins d'aller plus loin : il lance une campagne de « service au peuple », fait appliquer de la manière la plus stricte un programme en dix points à l'attention des fonctionnaires, qui leur interdit, entre autres, de prendre part à des banquets — précédés à Taïpei des pots-de-vin — et de fréquenter boîtes de nuit et autres établissements nocturnes, et fait condamner à perpétuité au 1^{er} juillet dernier le propre neveu de Tchiang Kai-shek, Wang Chen-yi, avec sa femme, les maîtres de Kachang et de Hsinchu, des militaires de haut rang appartenant au commandement de la garnison de Taïpei, les exécutives de l'ancien maire de Taïpei, Henry Kao, nommé depuis ministre des transports, avaient été les premiers victimes de la lutte contre la corruption. C'est difficile d'affirmer que cette campagne reflète, comme l'ont affirmé certains Chinois, les convictions « socialistes » du premier ministre, il est incontestable, par contre, qu'elle lui a valu une popularité à laquelle son père ne le destinait pas.

Sur le plan politique intérieur, l'arrivée de Tchiang Ching-tuo au pouvoir a été marquée par un virage à gauche, en politique étrangère c'est le phénomène inverse qui s'est produit.

Ainsi, le nouveau premier ministre évincera-t-il poste de ministre des affaires étrangères M. Chow Shu-kuai, qui, au lendemain de la visite du président Nixon à Pékin, avait déclaré que le régime nationaliste poursuivait angélique des négociations avec Moscou et qui n'aurait pas que des échanges commerciaux puissent se développer avec les nations « non hostiles » du bloc de l'Est.

Les ouvertures de M. Chow Shu-kuai, rappel de la visite du journaliste soviétique Victor Louis à Taïpei en octobre 1968, avaient probablement pour objet de prouver aux Américains que Taïpei n'hésiterait pas à jouer la carte soviétique au cas où ceux-ci insisteraient trop loin dans le processus de « normalisation » avec Pékin ; Tchiang Ching-tuo a tenu, en finissant le ministère, à leur montrer que le traité de défense mutuelle avec les États-Unis restait le cœur de la politique étrangère nationale.

Les Américains, de leur côté, ont à plusieurs reprises réaffirmé que ce traité, qui ne comporte pas de date limite mais peut être dénoncé, compte tenu d'un préavis d'un an, ne serait pas abrogé ; ils ont fourni au cours de l'année fiscale 1973 pour 100 millions de dollars de matériel à l'armée nationale et donné leur accord à un contrat entre Taïpei et la firme aéronautique Northrop, aux termes duquel cette dernière produira dès 1974 des chasseurs F-6 à Taïwan.

Il est indiscutable, d'autre part, que M. Nixon a fourni, ces derniers temps, au régime nationaliste des gages précieux sur le plan économique : fin 1972, Ford décidait, avec le

banqueting de Washington, d'investir 35 millions de dollars dans une usine de production de modèles destinés au marché asiatique ; début 1973, New Pacific Glass implantait une usine de production de lampes de télévision, et Hercules Corporation passait un accord avec des firmes chinoises pour la construction d'une usine de polypropylène ; entre-temps, trois banques américaines, Chase Manhattan, en décembre, Irving Trust en janvier, et Continental Illinois en février, s'installaient à Taïpei, portant à six le nombre des banques américaines ayant des succursales à Taïwan.

Le retrait partiel des forces aériennes américaines, en fait jusqu'ici affectées à la guerre du Vietnam, ne saurait donc être interprété comme l'indice d'un désengagement américain, à l'heure où les investissements privés américains se montent à près de 500 millions de dollars et où Taïwan est la deuxième partenaire économique des États-Unis dans le monde.

Certes, les États-Unis, qui gardent leur ambassade à Taïpei et ont depuis peu un bureau de liaison à Pékin, ont annoncé à la fin du mois de l'été des « deux Chineses », et il est incontestable que le voyage du président Nixon à Pékin, en février 1972, a marqué la fin d'une ère dans les relations entre Taïpei et Washington. Néanmoins, Tchiang Ching-tuo n'a pas dû être mécontent, en février 1973, de voir coïncider la visite de M. Henry Kissinger à Pékin avec celle d'une députation commerciale privée américaine venue à Taïpei étudier les possibilités d'investissement.

AUTANT le premier ministre s'est montré souple dans ses relations avec les États-Unis au cours des dix-huit derniers mois — mettons qu'il n'a pas été particulièrement enclin à critiquer la position à l'égard du Japon reste dure ; il a averti Taïpei que l'approvisionnement naval interdit aux quelques sous-marins habituellement de la Japan Airlines en direction de Taïwan et de l'île du Sud-Est si le gouvernement japonais met fin, comme l'exigeait Pékin, aux droits d'atterrissage de la compagnie Chine Airlines à Tokyo et à Osaka, en échange de l'ouverture d'une liaison aérienne directe entre le Japon et la Chine ; les Japonais n'ont pas insisté, les liaisons aériennes via Taïpei vers l'Asie du Sud-Est et Hongkong étant normalement plus rentables qu'une ligne Tokyo-Pékin.

Sur le plan économique, d'autre part, l'intransigence de Tchiang Ching-tuo s'est aussi révélée payante, puisque les échanges commerciaux entre son pays et le Japon, dans les deux sens, devraient atteindre près de 2 milliards de dollars en 1973, soit sensiblement plus que les échanges Chine-Japon, avec un fort accident en faveur de Taïpei. On notera d'ailleurs à ce sujet que les « quatre principes » de Chou En-lai — dont l'un est l'abandon des revendications territoriales japonaises de Taïwan, et qu'il a donné récemment son feu vert à Hsinchu et de Taïpei, selon une démarche qui coïncide avec les ouvertures vers les intellectuels chinois des États-Unis et du Japon et les appels à l'union nationale d'anciens membres du Kouomin-tang, tels le général Fu Tsi-yi, passés dans le camp communiste.

QUELS que soient les efforts de Chou En-lai pour arriver à une solution négociée du « problème de Taïwan », excluant toute forme d'indépendance pour l'île, l'« autre Tchiang » a fait que la conjoncture n'est pas favorable aux dirigeants de Pékin. Pas plus les États-Unis qu'un régime soviétique, en effet, sans parler du Japon, ne ferment à voir quinze millions de Chinois, qui formaient en 1973 la vingtième nation commerçante du monde, passer sous le contrôle de Pékin ; dans ces conditions, Quenoy et Matsuo resteraient probablement encore longtemps les seuls traits d'union entre les deux capitales.



Dans ce numéro :

- PAGES 2 à 4 : LA GRANDE BATAILLE POUR LE VIETNAM DU SUD : L'égalité de droit entre Saigon et le G.R.P. Richard A. Falk. Le prestige militaire sape les bases de l'économie. Philippe Pons : Une vie sociale qui se désagrège. Roland-Pierre Parigot.
- PAGES 5 à 7 : PROCHE-ORIENT : LA NEGOCIATION N'EST PAS LA PAIX. O.L.P. : Une nouvelle stratégie diplomatique. Sami Farsig : Israël. Rufus d'un Etat palestinien souverain. Amnon Kapelouk : Le rapprochement arabo-africain invite l'Europe à choisir. Paul Balas : Un tournant dans les relations arabo-africaines. Marc Penoud.
- PAGES 8 à 10 : DEUX POINTS CHAUDS SUR LA MER ROUGE : Le combat des nationalistes érythréens, reportage d'Yves Lelouet. Mouvements autour du Yémen du Sud. Marc Felles.
- Une enquête préliminaire, sans concessions : « Les travailleurs étrangers en France », de Juliette Minces, Pierre Vidal-Naquet.

PAGE 11 :

SURPOPULATION ET FÉCONDITÉ ALIMENTAIRE EN ASIE DU SUD : L'échec du programme des naissances en Inde. Suzanne R. Datta-Berz : Corrélation et faux mirages créent la famine au Bihar. René Dumont.

PAGES 12 à 15 :

LES RICHES ET LE TIERS-MONDE : Le cours aux matières premières, suite de l'article de Pierre Jalil ; Une chance pour l'industrie pétrolière latino-américaine. Elena de Le Souffrière ; L'Europe à la Mexela ; Pétrole et vulnérabilité ; L'industrie japonaise. Patrice de Beer ; Entre la quête du profit et l'empire de l'écologie : crûdisme, pétrole et diplomatie. Guy de Souffrière.

GRANDE-BRETAGNE : Le gouvernement

politique les luttes sociales. Bernard Cassen.

PAGE 16 :

L'échec logique du coup d'État en Grèce, suite de l'article de Michel Cadrin.

PAGE 17 :

Morocco envisage une nouvelle conférence communautaire mondiale. Bernard Fauron. Les grands succès de l'Andrienne latine : des révolutions, des dictatures, de l'Église. Claude-Catherine Kleiman.

PAGES 18 et 19 :

LA REFORME DE L'ENSEIGNEMENT EN CHINE : Instrument de l'action révolutionnaire. Aristide Laduguie.

PAGE 20 :

La Chine des défis et des incompréhensions : la révolution culturelle. Jean-Claude Fleury, les rapports avec l'Église. Jean Daubies.

PAGE 21 :

POLITIQUE ET LITTÉRATURE : La femme tunisienne en quête de sa liberté. Jean Fontaine.

PAGE 22 :

Les livres du mois.

PAGES 23 à 27 :

INDEX DES ARTICLES PUBLIES EN 1973. L'activité des organisations internationales. LES NATIONS UNIES ENTRE LE DROIT DES PEUPLES ET LE REFUS DE LA FORCE. Michel Viréty.

Janvier 1974

سكز من لاجل